

AUTOUR D'IRVING BROWN: L'AFL, LE FREE TRADE UNION COMMITTEE, LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT ET LA SCISSION SYNDICALE FRANÇAISE (1944-1947)

Annie LACROIX-RIZ, publié dans *le mouvement social*, avril 1990, p. 79-118.

Autour d'Irving Brown: l'AFL, le Free Trade Union Committee, le département d'État et la scission syndicale française

La mort d'Irving Brown, en février 1989, à Paris, où il passa une large partie de son temps après la Deuxième Guerre Mondiale, incite à dresser le bilan français d'une vie vouée, jusqu'à son terme⁽¹⁾, à la lutte contre l'influence communiste en terre syndicale. D'une œuvre américaine qui n'épargna aucune des sphères conservées à l'Occident au sortir de la Seconde Guerre mondiale, le responsable de l'AFL apparaît, en Europe, comme le véritable symbole. Facette "syndicale" de la "Politique de la Porte Ouverte" ou représentant syndical en mission (extérieure) des intérêts américains, Irving Brown consacra à la France et à ses colonies une part importante d'une activité ouest-européenne débordante⁽²⁾. C'est à son action métropolitaine⁽³⁾ préparatoire à la scission de la CGT, située d'abord dans le cadre général d'une stratégie définie par le Département d'État et en bonne part mise en œuvre, depuis la guerre, par la centrale syndicale américaine la plus conservatrice, l'*American Federation of Labor*⁽⁴⁾, que sera consacrée cette étude.

Pareille mise au point pose d'indéniables problèmes de sources. Par définition souterraine, la mission scissionniste de Brown échappa largement à l'imprimé. Sans doute la polémique syndicale, publique à partir des affrontements confédéraux immédiatement antérieurs à la scission (octobre 1947), fournit-elle nombre d'indications utiles⁽⁵⁾. Il faut

¹. Sur les activités -africaines notamment- de Brown jusqu'au début des années 1980, R. KAUFFER, "Irving Brown. Vie et mort du plus grand aventurier des syndicats depuis la Seconde Guerre mondiale", *Penthouse*, mai 1989 (p. 11-17), p. 17 (article envoyé par son auteur, que je remercie).

². Sur son œuvre allemande, R. RADOSH, *American Labor and United States Foreign Policy*, New York, Random House, 1969, p. 325-337, M. FICHTER, *Besatzungsmacht und Gewerkschaften. Zur Entwicklung und Anwendung der US-Gewerkschaftspolitik in Deutschland 1944-1948*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1982, A. LACROIX-RIZ, "La reconstitution du syndicalisme ouest-allemand: stratégies occidentales et triomphe américain 1945-1949", *cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes*, n° 36, 1989 et 38, 1989 ou 1990; sur son œuvre grecque, R. RADOSH, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 337-347, C. JECCHINIS, *Trade Unionism in Greece*, Chicago, Roosevelt University Labor Education Division, 1967, et, sur l'année 1950, particulièrement riche, Z Europe Généralités 1949-1955 (Europe 1949...) vol. 70, Congrès internationaux syndicaux (1950-1955) et B Amérique 1944-1952 (B Amérique...) vol. 267, Questions sociales et syndicales (septembre 1948-mai 1950), Archives du Quai d'Orsay (MAE). Voir aussi R. GODSON, *American Labor and European Politics. The AFL as a transnational Force*, New York, Crane, Russak & C°, 1976; P. WEILER, "The United States, International Labor and the Cold War : the Break-Up of the World Federation of Trade Unions", *Diplomatic History*, V, 1981, p. 1-22; E. RICE-MAXIMIN, "The United States and the French Left, 1945-1949 : the View from the State Department", *Journal of Contemporary History (JCH)*, vol. 19, 1984, p. 729-747; du côté britannique, A. CAREW, "The Schism within the World Federation of Trade Unions : Government and Trade Union Diplomacy", *International Review of Social History*, 1984, part 3, p. 297-335 et *Labour under the Marshall Plan*, Manchester University Press, 1987.

³. Sur ses œuvres maghrébines, A. LACROIX-RIZ, *Les Protectorats d'Afrique du Nord entre la France et Washington. Du débarquement à l'indépendance 1942-1956*, Paris, L'Harmattan, 1988, *passim*.

⁴. Sur le rôle du *Congress of Industrial Organizations* (CIO), voir notamment B Amérique... vol. 265 à 268, Questions sociales et syndicales (américaines) (novembre 1944-février 1952), MAE et *infra*.

⁵. A. LACROIX-RIZ, *CGT et revendications ouvrières face à l'État, de la Libération aux débuts du Plan Marshall (septembre 1944-décembre 1947)*, Thèse d'État, Paris I, 1981, chap. XV et XVI, et *La CGT de la Libération à la scission 1944-1947*, Paris, Editions sociales, 1983, p. 318-319 et 325-327. Sur la polémique ultérieure, il faudrait citer tous les imprimés cégétistes, des comptes rendus de Congrès fédéraux ou nationaux à partir de 1948 à la *Vie Ouvrière* en passant par *L'Humanité*, etc. Relance des souvenirs à l'occasion, par exemple, des "confessions" de responsables de la CIA sur le rôle de la centrale de renseignement dans le financement de FO (T. BRADEN, "I'm glad the CIA is immoral", *Saturday Evening Post*, 20 mai 1967), de la publication par le Congrès américain, en 1985, du montant des crédits alloués à travers le monde (*cf n. suiv.*) aux mouvements

signaler, cas rare en France hors de la presse communiste ou cégétiste, le dossier publié à ce sujet le 27 novembre 1985 dans *Libération* par Mark Shapiro et Annette Lévy-Willard : rédigée à l'occasion de révélations d'origine américaine sur les subventions versées à FO par un organisme de l'ère Reagan théoriquement rattaché au Congrès (en fait étroitement lié au Département d'État), la "Fondation nationale pour la démocratie" (*National Endowment for Democracy*), cette étude contenait une interview de Brown, "ayatollah des opérations internationales" ou "second ministre des Affaires Etrangères des États-Unis" ⁽⁶⁾. Précieuses informations, qu'on ne saurait cependant traiter comme une source proprement dite sans les confronter au document originel.

Plus gênant quoique très logique, le travail hexagonal du délégué de l'AFL, dans cette période initiale, n'a pratiquement pas laissé de trace dans la documentation française consultée. Il est significatif que les archives de la SFIO, pourtant fort nettes sur les racines extra-syndicales proprement nationales de la troisième scission de la Confédération générale du travail, ne comportent aucune référence *directe* au rôle des États-Unis dans le processus. Les sessions de la SFIO à partir du lancement du Plan Marshall établirent cependant un lien politique étroit entre le succès de l'initiative américaine, à laquelle le parti semblait consacrer une part essentielle de son énergie, et la nécessaire rupture de la CGT ⁽⁷⁾ : référence indirecte donc, et fort tardive par rapport à la précocité des relations syndicales entre SFIO et AFL.

Les archives du Quai d'Orsay que j'ai dépouillées -je ne prétends pas avoir achevé l'énorme entreprise-, ne soulèvent, à quelques exceptions près, le voile sur la section "française" de l'entreprise européenne de Brown qu'à partir de l'époque où le Congrès de l'AFL d'octobre 1946 lança publiquement la seconde phase des opérations : la constitution, rompant avec la clandestinité totale, d'une centrale internationale anticommuniste et pro-américaine qui arracherait les syndicalismes alliés réformistes ouest-européens (et les éléments minoritaires prêts à se séparer de centrales dominées par le courant communiste) à la Fédération syndicale mondiale. Il est vrai que ces fonds fournissent de précieuses indications sur les aspects plus généraux (anti-FSM) de l'œuvre internationale de l'AFL avant même la fin de la guerre.

On doit pourtant, jusqu'à nouvel ordre, s'en remettre essentiellement, pour les années fondatrices (de la guerre à 1947), aux travaux et aux documents américains qui, pour des raisons compréhensibles -la satisfaction ou la critique de l'œuvre accomplie en terre étrangère- observent sur la question beaucoup moins de discrétion que la documentation française. La correspondance provient logiquement de deux origines, syndicale et étatique au sens classique. Les décalages relevés dans la chronologie respective de ces deux sources sont manifestement imputables à leur différence de nature : certains fonds "syndicaux" sont consultables depuis une vingtaine d'années, tandis que l'État américain n'a rendu publics, via les *Foreign Relations of the United States*, les dossiers de sa contribution directe aux scissions qu'en l'an de triomphe d'une œuvre largement commune dès sa conception. Le fait que le Département d'État n'apparaisse au premier plan qu'en 1947 ne signifie en aucun cas que le syndicalisme américain ait entamé dans la solitude et l'indépendance une œuvre qui n'aurait intéressé Washington que plus tardivement.

Mais cette rupture chronologique contraint l'historien à distinguer plusieurs phases dans le processus qui donna à l'AFL le pouvoir de remodeler, au moins partiellement, en France comme sous d'autres cieux, un syndicalisme ouvrier ou salarié que la crise des années trente puis la guerre avaient sérieusement radicalisé.

résolus au combat contre la subversion communiste, ou de la succession d'André Bergeron à la tête de *Force Ouvrière* et de la mort d'Irving Brown, en février 1989.

⁶. "Les fonds publics américains subventionnent secrètement FO et l'UNI" (pour FO, 830.000 dollars en 1984-85 -soit 8,3 millions de francs-, sur un total européen de 3,3 millions de dollars), *art. cit.*, p. 2-4. Confronté à une journaliste curieuse et décidée, Brown la menaça franchement à la fin de l'entretien : "Vous faites un travail de flic. Tout ça regarde FO et nous. Faites ce que vous voulez, mais si *Libération* publie cette histoire, le journal est définitivement classé...", *ibid.*, p. 5. Je remercie vivement Michel Laurent, du Service des Archives de *Libération* pour m'avoir transmis, entre autres, cette pièce du dossier des financements américains.

⁷. A. LACROIX-RIZ, *CGT et...*, *op. cit.*, p. 953-960 et *La CGT...*, *op. cit.*, p. 254-255.

1. LA PHASE PRÉPARATOIRE : DE LA GUERRE À 1946

A) L'ARRIÈRE-PLAN : LA MISE EN PLACE DE LA SECTION INTERNATIONALE DE L'AFL POUR L'APRÈS-GUERRE

Sans disposer d'une chronologie irréfutable sur la mise en œuvre de la stratégie syndicale qui constituait un des corollaires de la "Porte Ouverte", on peut approcher le processus à partir des travaux de Ronald Radosh et de Michael Fichter, d'une part, de Roy Godson, d'autre part : les premiers, très critiques, et le second, fort élogieux sur une œuvre syndicale "anti-totalitaire", convergent sur des informations essentielles.

C'est à l'automne 1944 que prit définitivement forme la structure dans le cadre de laquelle la très réformiste, voire très conservatrice *American Federation of Labor* envisageait d'établir son contrôle sur le syndicalisme de la partie de l'Europe que l'après-guerre conserverait à la sphère occidentale. Le projet global n'avait pas attendu cette date. Au cours des années trente, l'AFL avait en effet renoncé à la bouderie officielle qui avait suivi l'échec de sa tentative d'hégémonie sur le syndicalisme européen anti-bolchevique, à la fin de la Première Guerre Mondiale -tentative déjà conduite en compagnie de l'État américain⁽⁸⁾.

En renouant avec les organisations européennes réformistes et, à partir de janvier 1938, avec la Fédération syndicale internationale d'Amsterdam, la centrale fut animée au moins "autant par la méfiance que lui inspirait le rapprochement esquissé entre les membres de la FSI et les syndicats soviétiques que par l'a perception du/ danger du fascisme"⁽⁹⁾ : son anti-soviétisme inentamé, au temps où les Soviets proposaient à la FSI un solide "front uni" contre l'hitlérisme, la conduisit à rejeter l'offre sous le motif "que les syndicats soviétiques étaient l'équivalent du front du travail nazi en Allemagne" (selon la formule du Président de la centrale Green).

Lorsque l'engagement décidé dans la bataille pour l'avenir du syndicalisme européen eut succédé à la "neutralité" et au souci proclamé d'"éviter l'engagement dans une nouvelle guerre européenne"⁽¹⁰⁾, le contenu anti-bolchevique des initiatives de l'AFL tendit plus clairement encore à l'exclusivité. C'est dans le groupe des dirigeants de New York que se recruta le noyau des responsables internationaux de l'AFL placés à la tête d'organisations dont les objectifs déclarés et réels ne se confondirent jamais tout à fait. Parmi eux s'illustrèrent précocement les chefs avec lesquels la politique extérieure de l'AFL allait, après la guerre, se confondre, tels Matthew Woll et David Dubinsky.

Le premier, immigrant catholique "des pays du Bénélux (*sic*)"⁽¹¹⁾ se lança à corps perdu, depuis la fin des années vingt, dans les activités internationales qui adoucissent l'amertume de ses vastes ambitions déçues (il avait espéré succéder à Gompers à la tête de l'AFL). Dans la décennie suivante, il multiplia les contacts avec l'Europe syndicale : envoyé sur le Vieux Continent en 1937, il fut l'artisan de la réintégration de l'AFL dans l'Internationale d'Amsterdam ; l'année suivante, il fut nommé à la tête de la Ligue Ouvrière pour les Droits de l'Homme (*Labor League for Human Rights*), "et pendant toute la guerre, il coordonna le rôle du syndicalisme dans les activités de secours qui portaient sur des millions de dollars".

Le second, David Dubinsky, éveillait, d'après son propre témoignage, recueilli par Roy Godson, les soupçons de nombre de leaders de l'AFL, qui ne lui pardonnaient ni ses origines juives ni son passé socialiste "gauchiste"⁽¹²⁾, dans les cercles de l'immigration d'Europe orientale, ni son stage (1937-1940) au sein de la centrale rivale, le *CIO* -abandonnée en raison

⁸. Sur cette première tentative -mouture syndicale d'une "Porte Ouverte" prestement refermée par la plupart des capitalismes européens-, R. RADOSH, *American Labor...*, *op. cit.*, chap. II à VI et IX.

⁹. Il faut aussi mentionner ses impérieuses motivations internes : la volonté d'"empêcher la reconnaissance internationale" de la centrale rivale, le *CIO*. M. FICHTER, *Besatzungsmacht...*, *op. cit.*, p. 37, à partir de sources de la *Social Democratic Federation* et de l'AFL de 1944 et 1945.

¹⁰. R. RADOSH, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 305.

¹¹. R. GODSON, *American Labor... op. cit.*, p. 42: né au Luxembourg en 1880, M. FICHTER, *Besatzungsmacht...*, *op. cit.*, p. 291.

¹². Dubinsky évoquait en 1977 son adhésion "à une section du Parti socialiste de Lower East Side /New York/ (*sic*) en 1918 pour tenter d'organiser une scission gauchiste de la section vers le Parti communiste", cité *ibid.*, p. 41.

des fortes positions qu'y avaient acquises les communistes ⁽¹³⁾. Dubinsky disposait cependant d'atouts majeurs: "une importante base indépendante de soutien dans le syndicat international des Travailleurs de la Confection pour Dames" (*International Ladies Garment Workers Union*, ILGWU), puissant et riche, qu'il dirigeait depuis 1932 et dans lequel il conduisit une lutte sans merci contre les éléments communistes. Les années trente l'envoyèrent aussi en Europe, où "il fut membre de la première délégation de l'AFL au Bureau International du Travail" et où "il rencontra nombre de dirigeants syndicaux et social-démocrates". Comme Woll, il fut chargé de "l'organisation des boycotts anti-nazis et de la création d'organisations, parmi lesquelles le Comité Ouvrier Juif (*Jewish Labor Committee*), qui disposait de contacts dans presque tous les pays européens" ⁽¹⁴⁾.

Pas plus que Woll, dont les origines culturelles inspiraient à la direction de l'AFL une plus grande confiance, Dubinsky ne devait trahir la mission dont, au fil des années de guerre, l'impérieuse priorité anti-bolchevique se dessina plus nettement. L'action fut conduite sur la base obsessionnelle de la croisade contre, selon l'expression de l'enthousiaste Roy Godson, "les Russes et la résistance communiste bien organisée et loyale à l'Union Soviétique /qui/ pourraient bien émerger comme les nouveaux maîtres du Continent. C'est sur cet objectif que Woll et Dubinsky obtinrent le soutien du Président de l'AFL William Green et du Secrétaire-Trésorier George Meany à l'effort du Comité Ouvrier Juif pour sauver des centaines de dirigeants syndicaux, hommes politiques et intellectuels démocratiques des Nazis et des Fascistes dans l'Europe occupée.

Pendant la guerre, ces exilés servirent de groupe de liaison entre la Ligue Ouvrière pour les Droits de l'Homme (...) et les organisations clandestines en Europe occupée. Des liaisons techniques furent établies avec les Gouvernements alliés pour permettre des parachutages de secours et fournitures aux organisations de résistance. A l'approche du débarquement, les exilés et les dirigeants syndicaux commencèrent à discuter des moyens d'aider les Européens après la défaite de l'Axe et la désagrégation des groupes clandestins".

Les organisations fondées et animées par les "internationaux" de l'AFL au cours du conflit mondial -par définition provisoires- apparurent évidemment impropres à assurer l'ampleur de la mission européo-américaine dans la période décisive de l'après-guerre. A l'automne 1944, la politique extérieure de l'AFL -et des États-Unis-, entra donc dans une ère nouvelle, avec la création, lors du Congrès annuel de novembre, du "Comité des Syndicats Libres" (*Free Trade Union Committee*), machine de guerre contre un syndicalisme que les épreuves de la guerre avaient poussé vers la gauche ou franchement bolchevisé.

L'ennemi fut au cours de ces assises nommément désigné. Les observateurs déjà installés sur le terrain européen, dans les fourgons des armées américaines, firent trembler les congressistes sur les terribles périls encourus. Luigi Antonini, vice-président du syndicat de Dubinsky (et artisan infatigable des scissions italiennes), dressant le bilan de "son récent voyage dans les zones libérées de l'Italie", pressa ses auditeurs de consentir l'"aide morale et matérielle" indispensable à la poursuite des activités des groupes alliés des Américains : "Car pendant qu'on annonce qu'une trêve a été conclue entre les groupes démocratiques et totalitaires /communistes/ à la direction du mouvement syndical italien, il est certain que cette trêve ne peut durer que jusqu'au moment où les communistes jugeront bon de dominer, en écrasant toute l'opposition démocratique".

¹³. *Ibid.*, p. 41 et 288. D'après l'Ambassadeur Bonnet, après avoir participé à la création du CIO en 1935, Dubinsky s'en retira en 1938, mais n'aurait rejoint officiellement l'AFL qu'en 1945. Lettre n° 310, Washington, 31 janvier 1946, B Amérique... vol. 265 (novembre 1944-février 1947), MAE. CIO de 1935 à 1938, mais réintégration de l'AFL en 1940, M. EPSTEIN, *Jewish Labor in the U.S.A. 1914-1952*, New York, *Trade Union Sponsoring Committee*, 1953, p. 213-226.

¹⁴. R. GODSON, *American Labor... op. cit.*, p. 42-44 (sources de ces biographies : Ch. MADISON, *American Labor Leaders*, New York, 1950 ; "David Dubinsky, the ILGWU, and the American Labor Movement", supplément spécial de *Labor History*, printemps 1968 ; M. EPSTEIN, *Jewish Labor...*, *op. cit. passim* (qui évoque aussi le *Jewish Labor Committee* -fondé par "la droite", en février 1934, contre le *People's Council for Democracy and Against Fascism* constitué "en 1933 /par/ les communistes"- et son intérêt précoce pour les juifs soviétiques, p. 258-259 et 402-409) ; Ph. TAFT, *The AFL from the Death of Gompers to the Merger*, New York, Harper, 1959 ; interview de Dubinsky, sur l'antisémitisme du milieu) et M. FICHTER, *Besatzungsmacht...*, *op. cit.*, p. 41.

La résolution générale rédigée par Woll au terme de ce Congrès montra presque autant de précision, observant "que le fait d'être libéré de l'Allemagne nazie et du Japon n'offrait pas "l'assurance automatique que la liberté et la démocratie seraient restaurées, ou que les travailleurs de chaque pays récupéreraient ou obtiendraient leurs droits d'hommes libres"". Pour parvenir à ces résultats, le texte appelait donc à la fois à créer le FTUC et un "Fonds des Syndicats Libres" (*Free Trade Union Fund*), doté d'un million de dollars "pour soutenir les éléments non-communistes et démocratiques à travers le monde" et "assurer l'aide des syndicats américains pour reconstruire des "syndicats libres et démocratiques" en Europe, en Asie et en Amérique centrale et méridionale" ⁽¹⁵⁾.

Pour mettre en œuvre une stratégie que les rapports de forces nationaux de fin de guerre et d'occupation en Europe rendaient fort délicate, l'AFL tenta de ressusciter la FSI, considérée comme naguère comme un excellent barrage anti-bolchevique, mais fort mal en point. Au cours des mois qui suivirent les premières grandes décisions du Congrès de 1944, l'AFL tenta de prolonger l'(apparente) agonisante ; elle s'opposa donc activement à la gestation de la Fédération syndicale mondiale -dans laquelle le CIO était partie prenante- qui symbolisait sur le plan syndical l'alliance de guerre. Les manœuvres s'intensifièrent à la veille de la Conférence syndicale internationale de Londres: "le groupe rival /du CIO/ American Federation of Labor, *câbla Bonnet fin janvier 1945*, fera tous ses efforts (pour) maintenir en activité (le) syndicat international dont le conseil se réunira probablement à Londres également. Il proposerait à cette réunion convocation immédiate de la fédération syndicale internationale" ⁽¹⁶⁾.

L'échec de cette tentative conduisit la direction de l'AFL au boycott du projet commun aux Soviétiques et aux organisations nationales occidentales et laissa libre cours à l'agressivité anti-soviétique. Bonnet transmit à la mi-février 1945 -en pleine conférence fondatrice de la FSM- les échos de la brutalité verbale de William Green, toujours obstiné dans son intention de convocation et de "reprise de l'activité normale de la Fédération Internationale des Trade Unions /FSI/". "L'opposition de l'AFL a éclaté dès le premier jour de la session du Conseil Exécutif", réuni à Miami, le 10, pour discuter le dossier. L'AFL, soucieuse d'"éclipser la conférence du Travail actuellement en session à Londres à laquelle elle a refusé de participer", tonna donc ouvertement contre les Soviétiques : son Président stigmatisa "le dessein des "soi-disant "Trade-Unions soviétiques" de semer la désunion dans le monde du travail... (*sic*) pour établir la domination de Moscou sur le mouvement international du travail" et leur volonté, au terme de la Conférence de Londres, "de former à la place de profiyn (*sic*) aujourd'hui moribond une nouvelle union internationale rouge du travail destinée à devenir l'instrument politique soviétique" ⁽¹⁷⁾.

La débâcle subie à une époque où le discours anti-rouge éveillait peu d'écho dans le monde ouvrier, européen singulièrement, souligne par contraste l'importance de la mission d'avenir assignée au *Free Trade Union Committee*. A la tête de ce que Radosh appelle "l'arme officielle de la politique étrangère de l'AFL dans les derniers jours de la guerre", fut aussitôt désigné un "secrétaire exécutif" sur l'identité duquel divergent, d'une part, Roy Godson, d'autre part, Michael Fichter et Ronald Radosh. Selon le premier, Abraham Blustein tout d'abord, selon les deux derniers, Jay Lovestone : soit Dubinsky nomma Lovestone à la direction des affaires internationales de l'ILGWU en 1944 et c'est "au printemps 1946" que celui-ci fut "engagé pour administrer les activités du FTUC depuis le siège de l'ILGWU" ; soit Lovestone fut immédiatement choisi comme "secrétaire exécutif" du FTUC par l'équipe Dubinsky, Green et Meany ⁽¹⁸⁾.

Quoi qu'il en fût des détails de la chronologie, Jay Lovestone marqua très fortement de son empreinte l'œuvre extérieure de l'AFL, que Radosh qualifie, pour les années 1945 à 1950, de "diplomatie Lovestone". Emigré de Lituanie à dix ans, installé à New York, "élevé dans l'atmosphère de gauche de l'importante communauté de l'immigration juive, et devenu l'un des

¹⁵. R. GODSON, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 36. Résolution *in extenso*, M. FICHTER, *Besatzungsmacht...*, *op. cit.*, p. 39.

¹⁶. Tél. Bonnet n° 582-583, Washington, 30 janvier 1945, B Amérique... vol. 265.

¹⁷. Tél. Bonnet n° 834-837, Washington, 13 février 1945, *idem*. Voir aussi P. WEILER, "The United States...", *art. cit.*

¹⁸. R. GODSON et R. RADOSH, *American Labor...*, *op. cit.*, respectivement p. 41 et p. 309 (et p. 307 pour la définition du FTUC) et M. FICHTER, *Besatzungsmacht...*, *op. cit.*, p. 42 et 289.

fondateurs du Parti Communiste Américain en 1919", rédacteur en chef de son organe théorique, "Le Communiste", en 1921, secrétaire général en 1927, Lovestone (Jacob Liebstein) rompit avec son organisation en 1929 (lors de l'éviction de Boukharine, dont il appuyait les thèses) ; devenu oppositionnel et farouche "ennemi des Staliniens, il offrit ses services", avec succès, à certains des dirigeants syndicaux qu'obsédait le renforcement du courant communiste au sein de leurs organisations.

L'ancien responsable communiste fit ses premières armes anti-bolcheviques dans le syndicat de l'Automobile (*United Auto Workers*): "il /y/ soutint la faction conduite par le Président de l'UAW Homer Martin", jusqu'à la chute de ce dernier, qui entraîna naturellement celle de ses partisans. La constance de ses élans "contre les Staliniens" -qui lui firent accepter jusqu'à la collaboration avec le Ku Klux Klan⁽¹⁹⁾- et le fait qu'"il connût personnellement la plupart des communistes de l'industrie de la confection de New York" attirèrent sur lui l'attention de Dubinsky, "confronté à une minorité communiste militante qui menaçait son hégémonie sur le syndicat"⁽²⁰⁾. De même probablement, joua en faveur de Lovestone, auprès du leader du Syndicat de la confection, la stature internationale que lui avait conférée son passé communiste : "il avait, *selon Godson*, énormément voyagé en Europe dans les années vingt et trente et avait des contacts bien placés dans presque tous les pays européens".

A partir de 1940, ayant définitivement largué les amarres avec son idéologie et son parti d'origine (en dissolvant "son propre groupe d'opposition communiste", les "Lovestonistes"), l'ancien Secrétaire général du PCA s'engagea pleinement dans les activités internationales anti-bolcheviques, toujours aux côtés de Dubinsky. Etroitement associé aux activités de guerre de son chef (les relations avec les émigrés ou la résistance anticommunistes), il reçut de lui la charge de "diriger le Département des Relations Internationales de l'ILGWU" -de 1937 à 1944-, marche-pied vers le FTUC⁽²¹⁾. L'ILGWU continua à payer le salaire et les frais de fonctionnement des nouvelles activités de Lovestone (des locaux aux notes de téléphone)⁽²²⁾.

A ses côtés, se distingua promptement un responsable de l'AFL qui était idéologiquement et personnellement lié à la cheville ouvrière du FTUC, Irving Brown. Le cadet du groupe international de l'AFL, après une courte formation universitaire, avait appartenu au groupe d'opposition communiste de Lovestone (au "Parti socialiste d'Amérique" de 1930 à 1936, selon Michael Fichter), et ferraila auprès de lui de 1934 à 1937 contre les communistes du syndicat de l'Automobile⁽²³⁾, tout en animant les amples grèves de ce secteur : selon le journaliste Rémi Kauffer, Brown aurait considéré comme "son plus grand titre de gloire /d'/ avoir paralysé la puissante industrie métallurgique américaine en 1936-1937 et fait plier le genou aux géants de l'automobile, les General Motors, Goodyear"⁽²⁴⁾. Le gauchisme de ses débuts le prédisposa évidemment à apprécier en France, dans une conjoncture qui s'y prêtait, les vertus, purement tactiques mais mobilisatrices, d'un discours très radical: "Nous n'érigions pas la légalité en fétiche, *clamait-il en 1934* (...) on ne peut s'appuyer sur aucune institution ou aucun instrument forgé par la classe capitaliste pour établir la République des Travailleurs. C'est pourquoi l'État de la classe ouvrière sera un type d'État

¹⁹. D'après Victor Reuther, militant, alors rouge, (comme son frère Walter), de l'UAW, au sein de la "Fraction unitaire des progressistes, socialistes et communistes", Lovestone était "l'un des scissionnistes les plus machiavéliques qui se soient abattus sur le mouvement ouvrier américain" ; il "lança, avec l'aide de la société secrète raciste du Ku Klux Klan une "campagne de haine à la Mc Carthy"", V. REUTHER, *The Brothers Reuther and the Story of the UAW. A Memoir*, Boston, 1976, p. 183.

²⁰. D'après M. FICHTER, il aurait soutenu Dubinsky dans la destruction de son opposition interne dès 1931, *Besatzungsmacht...*, *op. cit.*, p. 42.

²¹. *Ibid.*, p. 42 et 288, R. GODSON et R. RADOSH, *American Labor...*, *op. cit.*, respectivement p. 36-37, 41 et p. 308-309.

²². M. FICHTER, *Besatzungsmacht...*, *op. cit.*, p. 41. Les Archives Lovestone sont déposées à la Hoover University (Stanford University), mais encore interdites aux chercheurs (P. FRIDENSON).

²³. *Ibid.*, p. 42 et 288-289 (né en 1911 ; Dubinsky : 1892; Lovestone (Liebstein) : 1899 ; Meany : 1894 ; Woll : 1880 ; études d'économie à l'Université de New York, terminées en 1932), *ibid.*, p. 288-9 et 291. Voir aussi J. P. WINDMULLER, *American Labor and the International Labor Movement 1940 to 1953*, New York, *The Institute of International Industrial and Labor Relations, Cornell University*, 1954, p. 75-76.

²⁴. R. KAUFFER, "Irving Brown", *art. cit.*, p. 12.

entièrement nouveau fondé sur les conseils d'ouvriers, historiquement qualifiés pour servir d'organes de libération" ⁽²⁵⁾.

Les fonctions confiées à l'ancien militant, nanti d'une solide expérience de terrain, au début des années quarante et à l'époque de son recrutement par le FTUC de Lovestone, mettent l'accent sur un aspect décisif de l'œuvre européenne de l'AFL qu'il convient désormais d'aborder : le rôle de l'État américain.

B) LA STRATÉGIE SYNDICALE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT: QUELQUES PISTES AVANT 1947

1. Le FTUC et le Département d'État

Roy Godson intitule "La politique étrangère d'une organisation non-gouvernementale" le chapitre 3 d'un ouvrage qui, en cette partie comme ailleurs, démontre qu'en la matière, la définition de l'AFL comme "organisation non-gouvernementale" est dépourvue de pertinence. De l'écheveau touffu de ses révélations successives, sort mise à mal sa propre thèse - classique-, selon laquelle l'AFL aurait en quelque sorte converti à ses vues sur le péril rouge et soviétique un État américain qui aurait moins précocement perçu les impératifs de la reconquête syndicale de l'Europe occidentale.

Il ressort de ce livre, autant que des archives "allemandes" du Quai d'Orsay, que l'œuvre de l'AFL fut accomplie avec la bénédiction et les fonds du Département d'État. Le consensus ne se borna point à l'adhésion spontanée à "des objectifs spécifiques similaires" ou à "un accord substantiel entre les deux institutions autonomes qui, *selon l'auteur*, peut avoir conduit à un degré plus élevé de coopération" à partir du Plan Marshall. Les "vigoureux efforts /de Washington/ pour s'opposer à l'influence communiste dans les syndicats européens et autres" ⁽²⁶⁾ n'attendirent point l'année de déclaration officielle de la guerre froide.

Godson cite de ce point de vue nombre d'exemples qui infirment ses postulats. Tout d'abord, l'équipe internationale de l'AFL confondue avec le FTUC fut exclusivement composée d'hommes directement rattachés à l'appareil d'État, qui semble avoir été leur employeur au moins autant que l'organisation syndicale. On n'a de ce point de vue que l'embaras du choix entre les délégués de l'AFL : Serafino Romualdi, théorique "représentant de l'AFL", Italien immigré aux États-Unis, entré au Département des publications de l'ILGWU en 1933, "travailla, pendant la guerre, pour le Département d'État en Amérique latine et pour l'Office of Strategic Services /l'ancêtre de guerre de la CIA/ dans l'Italie libérée" ⁽²⁷⁾.

Irving Brown lui-même, avant d'être embauché à l'automne 1945 par le FTUC, venait de passer plusieurs années au service de l'État. R. Kauffer décrit ses "missions secrètes" pour l'OSS -dont "l'une des premières sections mises en place après l'entrée en guerre a été la Section syndicale (*Labor Branch*)" : il fut notamment parachuté au-dessus de la Norvège en 1944 ⁽²⁸⁾. R. Godson évoque de façon vague sa mission au "Bureau de la Production de Guerre" (*War Production Board*) et sa participation "à l'élaboration de la politique du travail du gouvernement des États-Unis dans les zones libérées de l'occupation nazie". R. Radosh cite plus précisément le dernier poste officiel occupé par Brown avant son retour au sein de l'AFL, celui de "directeur de la Division du Travail et de la Main-d'Œuvre de la *Foreign Economic Administration*", qui le conduisit en Europe d'avril à septembre 1945. Godson remarque enfin, de façon générale, que "pendant la guerre, un certain nombre d'anciens dirigeants et fonctionnaires syndicaux travaillèrent pour le gouvernement à un poste ou un autre (le plus souvent dans les forces armées). Plusieurs de ces hommes demeurèrent au service du gouvernement pendant quelques mois après la guerre, et un ou deux choisirent définitivement cette carrière".

²⁵. D. BELL, *Marxian Socialism in the United States*, Princeton University Press, 1967 (1^è édition 1952), p. 164.

²⁶. R. GODSON, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 48.

²⁷. S. ROMUALDI, *Presidents and Peons: Recollections of a Labor Ambassador*, New York, Funk and Wagnalls, 1967, p. 609. D'autres responsables, avec leurs fonctions, sont cités, R. GODSON, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 48. Sur l'exemple de l'équipe de la zone américaine en Allemagne (Henry Rutz et Joseph Keenan particulièrement), *ibid.*, et premières références de la n. 2.

²⁸. R. KAUFFER, "Irving Brown...", *art. cit.*, p. 12-13.

Les "contacts avec le Gouvernement des États-Unis", dans lesquels Godson discerne une simple "source d'information du FTUC" parmi d'autres, appartiennent manifestement à la catégorie des liens organiques : les hommes qui firent les beaux jours du FTUC avaient été à l'occasion employés par l'OSS, on l'a dit à propos de Romualdi et de Brown ; "le FTUC était aussi en contact avec le Bureau EUR-X du Département d'État, petite unité chargée des renseignements sur le mouvement communiste international" et filière qui conduit directement à l'animateur de l'organisme spécialisé de l'AFL : c'est ainsi que "l'un des enquêteurs de l'EUR-X de Murphy, Benjamin Mandel, avait correspondu avec Lovestone depuis leur vie militante dans le Parti communiste au cours des années vingt"⁽²⁹⁾. Ces indications parsemées, avec grande prudence, dans l'ouvrage de Godson, et confirmées, avec beaucoup d'énergie, par Philip Agee, transfuge de la CIA qui fait de Brown "un "agent"" de la centrale de renseignement, affaiblissent l'argumentation d'Irwin Wall : selon l'historien américain, Brown n'aurait pu être employé par une institution créée à l'automne 1947, alors même qu'il se trouvait sur le terrain européen deux ans auparavant⁽³⁰⁾.

L'argument, qui postule une curieuse solution de continuité entre OSS et CIA, ne résiste pas, à supposer qu'il n'y ait rien de commun entre les deux institutions, à l'examen de la simple chronologie : Truman signa la directive présidentielle créant le Central Intelligence Group (future CIA) successeur de l'OSS le 22 janvier 1946, événement célébré le surlendemain lors d'un déjeuner privé à la Maison-Blanche ; l'"action clandestine" du CIG ès-qualités⁽³¹⁾ aurait d'ailleurs, rapporta le Comité (du Congrès) Church, commencé dès la fin de 1946.

La familiarité entre le Département d'État et les responsables syndicaux chargés de la reconstitution du syndicalisme à l'étranger fut perçue par les diplomates français dans toutes les zones concernées au plus tard à l'été 1945 : le Ministre de France en Australie signala début août à Bidault la nomination d'un "Labor Attaché" à la Légation des États-Unis, chargé d'"étudier le mouvement travailliste australien" ; il y vit la manifestation d'"une nouvelle politique américaine du travail qui a pour effet d'envoyer des spécialistes américains du travail auprès des Missions Diplomatiques américaines à l'étranger"⁽³²⁾.

La documentation directe et indirecte sur les structures mêmes du FTUC autant que les renseignements sur les émissaires américains en Europe attestent enfin que le commanditaire de la croisade syndicale ne se trouvait pas seulement au siège de l'AFL ou du Syndicat international de la confection pour Dames. Bien que la curiosité des syndiqués de l'AFL sur les activités internationales de leur organisation fût demeurée modeste, et que le petit groupe des New Yorkais eût agi hors du contrôle des syndiqués, l'organisation même du FTUC prévint tout risque éventuel : chargé exclusivement, selon ses statuts fondateurs, de "la constitution de syndicats libres", le comité fut soigneusement "séparé de l'appareil traditionnel /de la centrale/. Bien que le FTUC dût présenter ses rapports financiers à "un comité nommé par le Président" de l'AFL, /il/ n'était pas obligé de soumettre toutes ses activités au contrôle

²⁹. R. GODSON et R. RADOSH, *American Labor...*, *op. cit.*, respectivement p. 37-41 (Godson cite Joseph Keenan, devenu Conseiller du Travail de Clay (*cf n. précéd.*) et James Killen, du Syndicat des Pâtes et Sulfites, conseiller au Quartier-Général de Mc Arthur au Japon, p. 39) et p. 309.

³⁰. Ph. AGEE, *Inside the Company: CIA Diary*, New York, Bantam, 1976, p. 624, cité et contesté par I. WALL, "American Influence and French Politics : a story without an end", *French Politics and Society (Newsletter)*, Fall 1986, (p. 26-31), p. 28.

³¹. T. BARNES, "The Secret Cold War : the CIA and American Foreign Policy in Europe, 1946. Part I", *The Historical Journal*, 24, 2, 1981, p. 402, 399 et 405 (voir aussi sur janvier 1946 D. YERGIN, *Shattered Peace : the Origins of the Cold War and the National Security State*, Boston, Houghton Mifflin, 1977, p. 216-217). Les deux articles cités m'ont été obligeamment adressés par Judith Wishnia (State University of New York) et Marianne Debouzy. I. WALL n'ignore naturellement pas les liens entre le prédécesseur de la CIA et la centrale officiellement née en 1947 ni l'intérêt de l'OSS pour le syndicalisme français, *L'influence américaine sur la politique française 1945-1954*, Paris, Balland, 1989, p. 145. Sur le rôle "syndical" de l'OSS en Allemagne, M. FICHTER, *Besatzungsmacht...*, *op. cit.*, *passim*, notamment p. 78-84.

³². Lettre de P. Augé n° 442, 6 août 1945, B 12-6, Rapports économiques franco-américains (décembre 1944-avril 1946), MAE (vol. consulté avant classement définitif).

du Conseil Exécutif. Il était entendu que le FTUC était, dans une certaine mesure, un corps indépendant, quoique cautionné par l'AFL" ⁽³³⁾.

De ce "corps indépendant", le financement fut assuré exclusivement ou presque par l'État américain. Les laborieuses explications de Godson sur la "mobilisation des ressources" de l'AFL au service de ses activités internationales ne semblent pas même convaincre leur auteur. Du côté strictement syndical, on ne débloqua guère de fonds, mais ce fait ne corrobore en aucun cas la thèse de l'absence d'intérêt ou de l'opposition de principe de nombreux dirigeants de l'AFL pour la mission étrangère en cours. Sans doute les responsables du Middle West purent-ils laisser libre cours à leurs penchants isolationnistes et anti-européens. Discours fort ambigu, le cas du leader du célèbre syndicat des Camionneurs le démontre, et sans frais, puisque ces propos démagogiques, fort utiles à l'intérieur, pouvaient être tenus sans risque pour les œuvres extérieures, accomplies par le noyau dur des "internationaux".

Godson tient d'une interview de Bluestein, au cours des années 1970, que Daniel Tobin, Président des Teamsters, aurait, "lors d'une conversation avec Woll au Congrès de 1944, (...) maintenu que l'AFL avait assez fait pour les Européens pendant la guerre, surtout grâce à la Ligue Ouvrière pour les Droits de l'Homme, et que cela constituait un engagement suffisant". Est-ce donc "signe du manque d'intérêt ou de l'ignorance de Tobin à l'égard des affaires internationales" que l'argument tiré de la lecture du numéro du 1er septembre 1945 de la revue des camionneurs, *The New Leader?* Celle-ci "fut autorisée à publier un article suggérant l'adoption par l'AFL d'une position en politique extérieure à laquelle le Conseil Exécutif, y compris Tobin lui-même, s'était opposé" ⁽³⁴⁾. Vote conforme à la ligne générale de l'AFL d'un côté, discours fermement isolationniste de l'autre, flattant une base entretenue dans la xénophobie, ne me semblent pas témoigner des dispositions que Roy Godson prête au Président des Camionneurs.

Au-delà des calculs tactiques et "internes" de tel dirigeant non-new yorkais, pourquoi aurait-on dilapidé des fonds syndicaux au profit d'un secteur dont la généreuse subvention provenait d'ailleurs? Les sources indirectes le confirment. L'œuvre, menée avec un luxe de moyens qui frappa les diplomates français autant que les unitaires de la CGT, ne put l'être avec les maigres fonds alloués au FTUC par l'AFL : "environ 170.000 dollars (...) de 1945 à 1947", selon les archives du FTUC citées par Godson, aumône plus ridicule encore d'après l'évaluation récente d'Irwin Wall ("Le Free Trade Union Committee ne reçut de son organisation-mère que 6.000 dollars en 1947, 25.000 en 1948 et 32.400 en 1949").

Godson s'efforce de démentir l'article de 1967 avouant, avec fierté, que la CIA avait généreusement suppléé aux carences de la prétendue solidarité syndicale aux syndicalistes européens menacés de l'hégémonie bolchevique. Article lui-même encore modeste, puisque Braden affirmait que "l'AFL opéra avec ses propres fonds jusqu'à décembre 1947 au moins". Ce serait seulement après cette date que, dépourvus de fonds, "les chefs de l'AFL "en appelèrent à la CIA" et que "commença ainsi le financement secret" ⁽³⁵⁾. Les ressources quasi illimitées de l'État américain avaient été d'emblée acquises aux représentants en mission de l'AFL, l'exemple d'Irving Brown évoqué plus loin le démontre amplement.

2. L'exemple "allemand" des liens organiques entre Washington et l'AFL

Il convient d'observer que certaines données d'apparence idéologique fondent également la thèse d'une dépendance très rigoureuse de la direction de l'AFL à l'égard de Washington. En matière allemande, l'AFL fut évidemment investie d'une mission que Washington, confronté à des alliés occidentaux susceptibles, ne pouvait accomplir ouvertement au sortir de la guerre. Tout comme en matière coloniale, l'AFL clama ce que les décideurs n'avouaient que dans la discrétion des dossiers internes : fournissant à la fois à la

³³. R. GODSON, *American Labor...*, op. cit., p. 37. T. Barnes fait plus que suggérer que les fonds du syndicat de Dubinsky constituaient la couverture de ceux de la CIA, "The Secret Cold War...", art. cit., p. 413.

³⁴. R. GODSON, *American Labor...*, op. cit., p. 44-45. Souligné par moi.

³⁵. *Ibid.*, p. 46-47. La lecture des FRUS en 1947 (cf *infra*), de R. GODSON et des archives françaises infirme l'argumentation d'I. WALL sur le montant des fonds officiellement syndicaux -certes modestes, et qui n'eût pas financé une scission- alloués à Brown et la date d'attribution -"seulement au début de 1948"- des crédits de l'État américain à FO, "American Influence...", art. cit., p. 28-30 et *L'influence américaine...*, op. cit., p. 157-158; mais l'auteur évoque, sans autre précision, l'envoi par le Département d'État d'"argent (en quantités limitées)" à FO "dans le courant de l'année" 1947, *ibid.*, p. 122.

zone américaine des cadres présumés du FTUC et des fonctionnaires directs de l'OMGUS, elle prôna fort précocement et sur un ton particulièrement provocateur à l'égard des Français au moins autant que des Soviétiques une "politique /allemande/ douce" évidemment calquée sur les vœux des cercles américains dirigeants.

De 1945 à 1947, Paris ne cessa de débusquer les indices d'une adhésion syndicale sans réserve à la "politique de la bonne Allemagne", peu regardante sur le passé nazi des nouveaux alliés, dont on imagine mal que le groupe new yorkais, violemment anticommuniste, mais aussi composé en partie de juifs, ait été l'initiateur indépendant. Notre sujet n'étant pas l'Allemagne, mais l'alliance organique entre AFL et Département d'État, nous ne poserons en l'occurrence que quelques jalons ⁽³⁶⁾ explicites, situés aux bornes de la période étudiée ici. Dès février 1945 -période pourtant peu propice à la défense de la thèse de la non-culpabilité du peuple allemand-, Bonnet releva la "viole/nte/ attaqu/e/" lancée par William Green contre "la proposition des délégués soviétiques", à la conférence fondatrice de la FSM, "de transformer à la fin de la guerre la main-d'œuvre allemande en main-d'œuvre servile;/ proposition (...) malsaine et indéfendable au point de vue social et contraire aux principes des Nations Unies", car il fallait certes punir "Hitler et tous ceux qui sont responsables de la guerre (...) mais tous les peuples dans le monde entier, y compris tous les travailleurs, (devraient) (*sic*) et doivent être rendus libres" ⁽³⁷⁾. Indulgence identique à celle que les dirigeants futurs de l'OMGUS réservaient alors à la correspondance interne ou plutôt à des pratiques non codifiées par l'écrit ⁽³⁸⁾.

Entre octobre-novembre 1946 et le début de 1947, les émissaires de l'AFL en général, et Brown en particulier, apparurent comme les porte-parole purs et simples d'une politique qui n'avait pas été élaborée dans les bureaux syndicaux. Du seul point de vue des formes, l'épisode de la tentative manquée de l'AFL d'assister à la conférence (FSM) inter-zones de Mayence démontra aux Français, s'il en était besoin, les liens étroits entre leaders de l'AFL et responsables du gouvernement militaire américain.

Pour faire céder les Français, très hostiles à la fois à la présence de l'AFL à Mayence et à une visite, dans leur zone, des représentants d'une centrale si ouvertement déchaînée contre leur politique allemande, le tandem gouvernement militaire-représentants syndicaux officiels ne prit pas de précautions excessives : c'est le Major Mullaney, responsable américain des questions syndicales au Directoire quadripartite du Travail de Berlin, qui sollicita en personne de son collègue français, Grosse, un rendez-vous, pris le matin du 7 novembre pour l'après-midi, 15 heures, à Mayence, en vue d'une discussion, à Francfort, avec la troïka de l'AFL ; c'est "en présence" (les Français l'avaient demandé) de Mullaney que Doherty, Feiberg et Jacobs, discutèrent avec le Français qui s'était déplacé jusqu'à leur hôtel, sur un ton qui laissait percer leur fonction fort peu syndicale. Les deux premiers délégués cités de l'AFL n'épargnèrent à Grosse aucun des "arguments" et "déclarations /qui/ permettent de supposer, *conclut le Général Laffon*, que cette affaire est susceptible d'être utilisée aux États-Unis sur le plan d'une politique plus ou moins anti-française(...) : rideau de fer entre la zone française et les autres zones, collusion avec la FSM, évocation de la puissance de l'AFL (sept millions de membres soit avec leurs familles 28 millions d'Américains), éventualité d'une campagne de presse aux États-Unis, etc, etc." ⁽³⁹⁾.

Quant au fond d'une mission évidemment gouvernementale, on citera la conférence de presse d'Irving Brown du 9 janvier 1947, au cours de son voyage à Berne évoqué plus loin. Ses aimables propos "socialistes" (l'Europe évoluant vers "le collectivisme", il s'agissait seulement "de savoir de quelle nature sera/it/ ce socialisme, s'il sera/it/ démocratique ou totalitaire") ne firent pas oublier l'essentiel au vigilant Ambassadeur de France à Berne,

³⁶. Sur l'AFL comme porte-parole en Allemagne des intérêts des dirigeants américains, M. FICHTER, *Besatzungsmacht...*, *op. cit.* ; A. LACROIX-RIZ, "La reconstitution du syndicalisme ouest-allemand...", *art. cit.* et "Paris et la "bonne Allemagne" anglo-américaine du départ du Général de Gaulle à la Conférence de Moscou (janvier 1946-printemps 1947)", *art. à par.*

³⁷. Tél. Bonnet n° 834-837, Washington, 13 février 1945, B Amérique... vol. 265.

³⁸. Voir notamment J. MARTIN, *All Honorable Men*, Boston, Little, Brown and C°, 1950 et A. LACROIX-RIZ, "Paris face à la "politique douce" anglo-saxonne en Allemagne de la fin de la guerre à la fin de 1945", *art. à par.*, *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 1990.

³⁹. Lettre de Laffon, Baden-Baden, (sd, mais probablement du 7 novembre), bordereau d'envoi de la Direction Amérique n° 750, 25 novembre 1946, B Amérique... vol. 265.

Hoppenot : en raison du "danger mondial" entraîné par "la misère croissante de l'Allemagne et de l'Autriche, (...) il n'est plus possible de poursuivre la politique économique préconisée par Roosevelt (...) une industrie florissante est le seul moyen de conjurer cette menace et (...) l'Allemagne est le seul pays en Europe dans lequel l'essor industriel peut prendre une certaine ampleur" ⁽⁴⁰⁾.

Fin 1946 se tint à Genève, à l'Hôtel Hudson, le plus discret banquet de "la section suisse de l'International Rescue and Relief Committee". Structure de financement évidemment non-syndical que sa Secrétaire générale, Mme Sheba Strumsky, présenta en une transparente litote : l'IRRC, déclara-t-elle, est "exclusivement une agence de secours /aux/ ressources limitées /mais qui/ orientait son action vers les quelques têtes de pont de la démocratie subsistant encore en Europe et s'efforçait d'aider avant tout les adversaires de tout totalitarisme, leurs veuves et leurs orphelins". Se retrouvèrent en ces lieux quelques solides piliers de la croisade européenne, tels Antonini, officiellement "Président du Conseil du travail italo-américain", et Irving Brown, qui "s'est particulièrement intéressé à la situation de l'Allemagne" qui, avec ses 65 millions d'habitants, "reste le coeur industriel de l'Europe" ⁽⁴¹⁾.

C) IRVING BROWN: L'OEIL DE WASHINGTON À PARIS

Les activités d'Irving Brown ne cessent de ramener le lecteur des dossiers à l'initiative, particulièrement du point de vue financier, du Département d'État. Ses tâches européennes -où l'Allemagne occupa une place décisive- et notamment sa mission française *stricto sensu* en firent en effet un représentant du Gouvernement américain au moins autant que le délégué européen de l'AFL.

1. Les débuts parisiens (de l'automne 1945 au Congrès d'avril 1946)

Une partie essentielle de sa nouvelle et très durable mission ⁽⁴²⁾, entamée à l'automne 1945, échappe aux dossiers diplomatiques que j'ai jusqu'ici consultés -fonds beaucoup plus riches, de façon logique, sur les aspects allemands de l'entreprise.

Les contacts avec les confédérés de la CGT n'avaient cependant pas attendu l'arrivée de Brown à Paris, en novembre 1945. A l'époque même où les Américains paraissent fort déçus de l'alliance de Jouhaux avec les unitaires, et comptaient prioritairement sur d'autres pour la reconquête ou la scission, le lien, ancien, entre le leader des minoritaires de la CGT et l'AFL ne fut pas totalement rompu. Lors de son voyage aux États-Unis (à l'ONU) de juin-juillet 1945, Jouhaux essuya les vifs reproches de représentants de la centrale américaine pour avoir consenti à l'adhésion à la FSM : "le point de vue de l'AFL a été confirmé avec force au cours d'un entretien avec M. Léon Jouhaux pendant le passage de ce dernier à Washington" ⁽⁴³⁾.

Une bonne part de la correspondance parisienne de Brown atteste que, malgré sa tendance à saisir en tous lieux les rouges infiltrés et menaçants -le cas est particulièrement frappant en Allemagne-, il ne fut pas entièrement dupe de ses obsessions idéologiques. Ses premiers rapports ou courriers révèlent un grand sang-froid et une perspicace évaluation des rapports de forces syndicaux, bref, une excellente connaissance du terrain ⁽⁴⁴⁾ que son œuvre allait contribuer à modifier.

Le 18 novembre 1945, il accorda grand crédit à l'aide objective que lui apporterait l'état lamentable de l'économie, le manque de charbon et de matières premières essentielles qui nuiraient grandement aux "partis radicaux" (*radical* au sens américain du terme). "Je

⁴⁰. Lettre de H. Hoppenot n° 128, Berne, 15 janvier 1947, *idem* (et Z Europe Allemagne 1944-1949 (Allemagne...)) vol. 76, Politique américaine en Allemagne (juillet 1946-février 1947), MAE).

⁴¹. Lettre du Consul général de France à Genève n° 27, 15 janvier 1947, B Amérique... vol. 265.

⁴². Brown adorait Paris et la France, dont il appréciait le "style de vie", affirme Godson, qu'on croit volontiers puisque le représentant de l'AFL séjourna le plus souvent en ces lieux, R. GODSON, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 116. Même remarque de R. KAUFFER ("il adorait la France", bons vins et cuisine inclus), "Irving Brown...", *art. cit.*, p. 14-15.

⁴³. Lettre de Bonnet n° 962, Washington, 6 juillet 1945, B Amérique... vol. 265.

⁴⁴. On comparera utilement les jugements de Brown au tableau tiré des archives françaises, A. LACROIX-RIZ, *CGT et... et La CGT...*, *op. cit.*, *passim*.

commence à jeter les bases, *conclut-il de la sinistre conjoncture française*, de nos relations avec les cégétistes non-communistes". Le 22, tout en soulignant que la France constituait la "clé de l'évolution syndicale en Europe occidentale", il dressa lucidement pour Bluestein le tableau pessimiste d'une situation "pas très encourageante" : les communistes exerçaient "une influence terrible sur la CGT. Ils contrôlent tout ce qui est important. Les forces d'opposition sont faibles, manquent de programme et sont divisées sur la stratégie". Mais dans le cadre du Congrès confédéral à venir -prévu en avril 1946-, Brown "avait déjà pris contact avec certaines des forces d'opposition, et ça pourrait déboucher sur quelque chose dans un proche avenir". Il fallait cependant savoir observer les indispensables prudenances et patiences, "sous peine de vendre la mèche" (*or one can spill the beans*).

Parsemant le 27 novembre sa prose de références agréables à ses lecteurs du siège du FTUC sur la pieuvre tentaculaire du communisme syndical ou "le Frankenstein à l'échelle du monde contrôlé par le PC" (la FSM qui fâchait tant l'AFL), il observa avec sagacité ce qui avait forgé la supériorité des unitaires sur l'autre tendance : leur rôle dans la résistance, la force politique -électorale- qu'ils y avaient puisée, réduisant leurs adversaires à l'impuissance ("une "conspiration du silence régnait sur la "vraie nature du communisme". Les leaders de l'opposition n'osaient plus mentionner le rôle joué par le PC français avant l'invasion de l'Union Soviétique") ; la masse de la CGT, non-communiste, "ne votait pour le parti que parce que ses dirigeants apparaissaient comme "des syndicalistes dynamiques" et "des lutteurs très dynamiques"". Du côté de la minorité, réellement affaiblie et compromise par l'attitude de nombre de ses dirigeants sous l'occupation et le régime de Vichy, les perspectives ne brillaient guère. Jouhaux, dont la défaite de ce groupe, naguère très proche de lui, n'avait certes pas renforcé la position, "demeurait cependant la personnalité dominante de la CGT"⁽⁴⁵⁾.

Brown avait en effet pris immédiatement contact avec les dirigeants confédérés, parmi lesquels il mentionna, dans une interview des années 1970, Jouhaux, Bothereau et Gazier⁽⁴⁶⁾. C'est autour des deux premiers leaders de la tendance -le troisième ayant choisi d'abandonner ses responsabilités au sein de la CGT au profit d'une carrière politique (élective et ministérielle)- que l'envoyé du FTUC devait organiser son action.

On retrouve dans sa correspondance la relative méfiance de l'AFL à l'égard d'un homme qui avait dû composer avec l'ennemi au sein de la FSM, obstacle indéniable à la tentative de replâtrage de la FSI. Méfiance telle qu'un rapport français de renseignement de la mi-octobre 1945 consacré au syndicalisme allemand avait signalé l'irritation persistante des Américains contre "le geste de Jouhaux à Londres se dissociant de l'internationale syndicale de Citrine, et faisant des courbettes aux délégués communistes"⁽⁴⁷⁾. Jouhaux, insista Brown, bien que "non passé dans le camp communiste", avait, conscient de son isolement et de la puissance de ses adversaires, adopté à leur égard une position toute de prudence et de coopération et refusait de s'engager dans "un combat contre le parti communiste".

Ce n'est donc pas prioritairement sur un dirigeant non encore gagné à la tactique de l'affrontement ouvert que les efforts d'Irving Brown allaient se porter, mais sur une active collaboration avec les responsables confédérés les plus précocement résolus à en découdre avec les communistes au sein de la CGT. Les garanties les plus solides d'anticommunisme furent recherchées notamment chez ceux qui avaient eu à se plaindre de l'épuration syndicale et se lamentaient -assez illégitimement si l'on se fie aux archives hexagonales- d'avoir été évincés par les communistes pour d'invouables raisons politiques : la quête d'alliés dans le Livre, la Batellerie et les Mines, on y reviendra, pour ne citer que ces secteurs où le phénomène est connu, ne négligea pas cette motivation renforcée de l'antibolchevisme des anciens partisans de la tendance "Syndicats"⁽⁴⁸⁾.

Le groupe constitué autour de "*Résistance Ouvrière*" offrait du point de vue des titres d'anticommunisme, estime Ronald Radosh, toutes garanties. Dès novembre 1945 donc, Brown put se déclarer assuré du soutien actif de son chef, Robert Bothereau, "celui dont on pouvait le

⁴⁵. Rapport du 18, lettres à Bluestein des 22 et 27 novembre 1945, cités par R. RADOSH, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 310-311.

⁴⁶. R. GODSON, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 117.

⁴⁷. Rapport du Lieutenant Pollet sur les syndicats allemands, 19 octobre 1945, Allemagne... vol. 57, Reconstitution des Syndicats allemands, février 1945-août 1946, MAE.

⁴⁸. Voir notamment M.-F. ROGLIANO, "L'anticommunisme dans la CGT: "Syndicats"", *Le Mouvement Social*, avril-juin 1974, p. 63-84 et R. PAXTON, *La France de Vichy*, Paris, Le Seuil, 1974, p. 262.

plus attendre pour la compréhension du combat à mener" ; c'est "autour /de son groupe/ que les forces non-communistes avaient les plus grandes chances d'édifier une opposition stable". Bothereau traça en effet immédiatement devant son allié américain un programme ambitieux: il lui confia son intention de développer la diffusion de son journal avant le Congrès d'avril 1946 ; "en outre, son groupe était "en train d'envoyer secrètement des gens à travers tout le pays pour rassembler ses troupes et préparer l'élection des délégués". Le plus important de l'affaire était que le groupe Bothereau était "intéressé à obtenir notre aide"". Ces militants devaient "discuter de la situation avec Jouhaux, "sans lequel ils ne pourraient rien faire"". Leur premier objectif consistait à "unir les forces d'opposition à l'intérieur de la CGT de telle sorte qu'ils puissent assister au Congrès d'avril "avec /un/ (sic) bloc de combat contre les forces du Parti communiste"".

Tâche "incroyablement difficile" -qui n'aboutirait évidemment point au succès d'ici le tout prochain Congrès-, cette commune croisade supposait naturellement que fussent octroyés à ses artisans français les moyens financiers dont leur faiblesse au sein de la CGT les avait désormais privés. Dès novembre 1945, Brown commença donc, leitmotiv de sa longue carrière, à réclamer l'argent dont il avait besoin sur place. Le problème à résoudre en l'espèce porta évidemment moins sur le montant des crédits qui, malgré les jérémiades de Brown, et à en croire les archives françaises, ne manquèrent pas, que sur la meilleure méthode pour les faire circuler : "on ne pouvait pas donner publiquement des fonds, (...) car cela exposerait l'AFL à la critique des communistes. C'était une démarche "impraticable et dangereuse"".

L'astucieuse méthode que Brown s'engageait, fin novembre, à trouver pour esquiver cette embûche sortit promptement des limbes. Certes, sur le plan national, n'était pas encore levé le sérieux butoir politique qu'occasionnerait l'octroi sans précaution des dollars : "Bothereau et son groupe voulaient bien accepter les fonds, mais "hésitaient à accepter une aide qui les compromettra/it/ dans leur lutte au sein de la CGT"". L'action sur ce plan devait donc être différée, "Brown préféra/n/t attendre que /les solliciteurs/ eussent mis au point une formule appropriée pour toucher l'argent de l'AFL".

A l'inverse, la solution progressa rapidement du côté des fédérations encore contrôlées par les confédérés. Brown avait pris pied dans un des fiefs du combat anticommuniste, la Fédération du Livre, compromise par l'attitude de ses dirigeants (parisiens singulièrement) sous Vichy et l'Occupation, et plus précisément un de ses animateurs anticommunistes les plus résolus, Largentier ⁽⁴⁹⁾. Cet homme, "qui a développé un groupe de forces non-communistes à l'intérieur de la CGT (...) pourrait réussir s'il avait une aide financière suffisante" : non intégré au groupe de Bothereau -secrétaire confédéral, rappelons-le-, il disposait de "plus de liberté d'action et de mouvement que s'il était tenu par un emploi de fonctionnaire".

Cette situation offrait également plus de liberté dans le transit des fonds. Elle permit d'utiliser un canal traditionnel du financement des alliés anticommunistes de la SFIO, le *Jewish Labor Committee* et, ès qualités, l'ILGWU ⁽⁵⁰⁾ -financement qui n'attendit point, comme le suggère Irwin Wall, les années 1947-1950 ⁽⁵¹⁾ : jusqu'au ralliement de Jouhaux à la scission, la meilleure solution consistait donc à confier l'aide à Largentier. "Brown demanda donc /le 5 décembre 1945/ que (...) les 600.000 francs indispensables au financement de trois

⁴⁹. Sur le Livre, fief anti-unitaire fortement compromis, surtout à Paris, par son attitude à l'égard de Vichy et de l'occupant (et dont l'anticommunisme s'enfla au fil de l'épuration syndicale qui suivit la Libération), et notamment sur Largentier, Secrétaire du Syndicat du Livre parisien, rescapé de l'exclusion à vie de la CGT après avoir fait appel, cr des Conseils nationaux, Comités généraux de 1945 et du Congrès fédéral de Saint-Etienne (2-5 avril 1946), Archives fédérales ou A. LACROIX-RIZ, *CGT et...*, *op. cit.*, 1er vol. de notes, t. 3/4, p. 254, 309, 311, 320, 327, 331.

⁵⁰. M. EPSTEIN évoque les envois réguliers de fonds de "l'ILGWU et /de/ ses affiliés (...) soutenant activement, depuis la fin de la guerre /souligné par moi/, le mouvement ouvrier anti-communiste en Europe occidentale". Blum serait revenu de Washington au printemps de 1946 "avec une somme substantielle pour son parti", renouvelée ensuite pour "financer ses campagnes électorales et son journal (...) Le nouveau syndicat français anti-communiste *Force Ouvriers* (sic) fut pareillement aidé". *Jewish Labor...*, *op. cit.*, p. 351.

⁵¹. Consultation des comptes attestant, pour cette période, le versement, entre autres, de 300.000 dollars à FO et au *Populaire* et documentation de la SFIO (suppliques financières de Blum à Dubinski en juin 1948 et remerciements de Verdier en octobre pour les fonds versés). I. WALL, "American Influence...", *art. cit.*, p. 27 et 29-30 et *L'influence américaine...*, *op. cit.*, p. 163-164.

mois de travail (...) fussent déposés sur le compte du Comité Ouvrier Juif. Le Comité servirait de façade, et les fonds seraient secrètement transférés au groupe d'opposition en France" ⁽⁵²⁾.

L'appétit grandit au fil des jours. Tandis que le 10 décembre, Brown soulignait l'urgence de la mise à sa disposition de cette somme, le 14, arguant des plans machiavéliques des communistes pour accroître encore leur domination sur la centrale, il gonfla sérieusement la note : les 600.000 francs pour trois mois se muèrent en "au moins 100.000 dollars pour six mois de travail" ⁽⁵³⁾ (le cours *officiel* du dollar atteignant alors 50 francs ⁽⁵⁴⁾), Brown avait donc en neuf jours multiplié, à période égale -trois mois-, le montant requis par près de 4,2. Chiffre plus considérable encore si l'on tient compte de ce que le délégué de l'AFL "pouvait", il l'admit avec simplicité en juin 1947, "échanger des dollars contre des francs à des taux extrêmement favorables" ⁽⁵⁵⁾).

Si le "Comité Ouvrier Juif" fut mis à contribution fin 1945-début 1946, une autre source de financement fut employée aussi précocement. Un courrier de la mi-mars 1946 mentionna l'intérêt que portait "notre ambassade" à l'œuvre en cours, en des termes politiques et quasi-moraux suggérant l'inévitable contribution financière des services du Département d'État: "Nous pouvons être une grande force pour la démocratie. Il y a toutes sortes de gens en France et à notre ambassade qui comptent sur nous pour apporter aide et réconfort aux forces démocratiques... (*sic*) Nous ne pouvons pas laisser tomber des centaines de gens dans la CGT et en France qui avec un peu d'aide à ce moment précis (et non plus tard) peuvent se préparer pour le futur combat à découvert (*showdown fight*)" ⁽⁵⁶⁾.

Deux personnalités marquantes attendaient vraisemblablement de pied ferme l'arrivée de l'envoyé de l'AFL : l'Ambassadeur en France Caffery -véritable mascotte de Brown, aussi obsédé que lui par le péril rouge ⁽⁵⁷⁾ et dévoué à la cause de la scission au point que les discours des représentants respectifs du Département d'État et de la centrale américaine seraient bientôt rigoureusement interchangeable- et son Attaché au Travail Richard Eldridge ⁽⁵⁸⁾. D'une part, ce dernier, "personnage extrêmement actif et remarquablement intelligent", qu'Erwin Wall montre très occupé par les contacts syndicaux au moins dès les premiers mois de 1945, travaillait sur le terrain de Brown, sérieusement préparé donc avant même l'arrivée de celui-ci en France ⁽⁵⁹⁾ ; d'autre part, l'étroitesse des relations entre les deux hommes, suggérée par l'allusion à "notre ambassade" dès le début de 1946, clairement établie par la correspondance américaine et française de l'été à la fin de 1946 ⁽⁶⁰⁾, donne substance à l'hypothèse que Brown rejoignit son poste parisien pour étoffer l'équipe du représentant *officiel* du Département d'État ⁽⁶¹⁾.

⁵². Lettre à Woll, 5 décembre 1945, R. RADOSH, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 314 et, pour toutes les citations des courriers de Brown (depuis ma référence à "Syndicats"), *ibid.*, p. 312-315. En italique dans le texte.

⁵³. Lettres à Woll, 10 et 14 décembre 1945, *ibid.*, p. 314.

⁵⁴. *La France économique de 1939 à 1946*, Paris, Recueil Sirey, 1948, p. 294.

⁵⁵. Lettre de Brown à Lovestone, 18 juin 1947, R. GODSON, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 117.

⁵⁶. Lettre de Brown à Woll, 14 mars 1946, *ibid.*, p. 100.

⁵⁷. Les *Foreign Relations of the United States* des années de poste parisien de Caffery (1944-1949) établissent cette obsession de l'infiltration ou du coup d'État communiste ; outrée comme à plaisir, elle suscita des contre-rapports apaisants des services de renseignements, peu alarmés sur les intentions du PCF, ainsi en novembre 1946. T. BARNES, "The Secret Cold War...", *art. cit.*, p. 403. Voir aussi S. SAPP, *The United States, France and the Cold War : Jefferson Caffery and American-French Relations, 1944-1949*, PhD, Kent State University, 1978, University Microfilms International. Cette thèse, qui m'a été également communiquée par Judith Wishnia, n'apporte malheureusement aucune information sur les activités "syndicales" de Caffery et de son équipe.

⁵⁸. Sur les "gens de notre ambassade", R. GODSON, *American Labor...*, *op. cit.*, notamment p. 100. Eldridge accompagna Brown dans ses déplacements "européens" de 1946-1947, *cf infra*.

⁵⁹. I. WALL, *L'influence américaine...*, *op. cit.*, p. 68 et 146.

⁶⁰. Sur l'activité conjointe d'Eldridge et Brown dans les PTT en août 1946, *ibid.*, p. 150-151. Sur la correspondance française, *cf infra*.

⁶¹. La thèse "moyenne" d'Erwin Wall, qui montre le vif et précoce intérêt de l'Ambassade à Paris pour la cassure de la CGT, tout en arguant que l'AFL manquait des "sommes considérables" nécessaires parce que, "en 1945-1946, (...) le gouvernement américain n'avait pas encore opté pour une intervention directe dans les affaires des syndicats français" (*ibid.*, p. 149), résiste mal à son propre exposé, fort clair sur l'action menée en commun,

Dès décembre 1945, le réseau tissé par Brown fut finement ramifié : d'après Godson, le représentant de l'AFL avait déjà commencé à sillonner les bassins miniers du Nord, et "rencontré un dirigeant mineur respecté, le "Père" Mailly, et le secrétaire de l'Union départementale du Nord, Jules Carpentier" ⁽⁶²⁾. Élément majeur relevé plus haut, Brown s'appuya sur les vives rancœurs des évincés ou marginalisés de l'ère épuratrice. Sans doute mua-t-il l'opération de la période consécutive à la Libération en vengeance partisane des unitaires : l'épuration a été, argua-t-il, "un instrument utilisé (...) non seulement pour éliminer les collaborateurs mais aussi pour saper les positions de tout "élément prêt à conduire un combat ouvert contre la domination du Parti communiste"" ⁽⁶³⁾. Ce qu'on sait des raisons d'éviction des syndicalistes, liées à une attitude au minimum ambiguë entre 1940 et 1944 ⁽⁶⁴⁾ - et examinée par des commissions d'épuration où, contrairement à la légende, les communistes ne disposaient pas de l'hégémonie ⁽⁶⁵⁾ -, confirme bien que le délégué de l'AFL comprit le parti à tirer de rancunes moins innocentes qu'il ne les prétendait.

Sans citer de dates précises (mais leur investigation porte sur le tournant de 1946-1947), Roger Faligot et Rémy Kauffer ont récemment prêté à Irving Brown des alliés vichystes, malgré de classiques et peu convaincantes dénégations *a posteriori* sur les arrière-pensées épuratrices des communistes. Dans la batellerie, fief précoce, d'après Godson, des œuvres de Brown ⁽⁶⁶⁾, ce dernier choisit pour alliés des hommes dont l'exclusion du mouvement syndical à la Libération ne semble pas, en dépit des auto-justificatifs présentés, avoir été motivée par de sordides manœuvres bolcheviques : deux transfuges du communisme -caractéristique commune fréquente, de part et d'autre de l'Atlantique, des éléments les plus énergiques dans la croisade anti-rouge-, Albert Cornette, présenté comme la "première recrue du syndicalisme de l'ombre américain", et Maurice Déglise, "une /des/ meilleures recrues" de Brown, guidés depuis les années trente par l'obsession "anti-stalinienne".

Le plaidoyer prononcé, en février 1980, par Voltaire Ponchel, employé "dans l'administration française de la zone d'occupation en Allemagne", au bénéfice de Cornette et de lui-même (le premier mourut en 1965), vibraient certes d'indignation contre les "méthodes habituelles" des communistes pour "traîn/er/ dans la boue" leurs adversaires. Il concédait cependant que les intéressés avaient occupé au cours des années précédentes des postes ne prédisposant pas par principe leurs titulaires à la résistance, respectivement directeur de "la Maison du Prisonnier d'Arras" et "permanent au nom de l'*Union des prisonniers vichyssoise*". Les deux auteurs des *Résistants* -qui présentent Ponchel "officiellement rallié au vichysme" comme un résistant clandestin ⁽⁶⁷⁾ -, ajoutent d'utiles précisions au dossier : Cornette "a tout de même été interdit d'activité syndicale par la commission d'épuration"; Déglise adhéra pendant la guerre au *Rassemblement national populaire* de Déat et "effectua/a/ (...) à la Libération (...) deux mois de cellule", dont il ne fut extrait qu'en ayant "pu prouver qu'il avait sauvé plusieurs militants communistes menacés d'arrestation" ⁽⁶⁸⁾.

dès cette période, par Eldridge et Brown (chap. 4, p. 145 et suiv.). L'auteur peut-il penser que cette activité débordante d'un représentant du Département d'État était financée par l'AFL?

⁶². R. GODSON, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 95 (Godson ne cite pas le courrier consacré à ces rencontres).

⁶³. Rapport non daté sur le Congrès de la CGT, *ibid.*, p. 78.

⁶⁴. Aveu d'isolement et auto-justificatif du passé de "chartistes" dans l'*Espoir du Pas-de-Calais* (socialiste), début 1945, A. LACROIX-RIZ, *CGT et...*, *op. cit.*, p. 26-27.

⁶⁵. Dossier éclairé par les Archives du Livre : le Secrétaire général Ehni rappela aux plus déchaînés des délégués du Congrès fédéral d'avril 1946 que les communistes étaient *minoritaires* à la "Commission nationale de reconstitution des organisations syndicales" (3 confédérés, 2 chrétiens, 2 communistes), cr du Congrès, p. 51. Pour plus de précision, *ibid.*, notes, t. 1, vol. 3, n. 341 et 346, p. 320-321 et 323-324.

⁶⁶. Sous la direction d'un transfuge du communisme, Roger Blanckaert, secrétaire du Cartel autonome de la Batellerie "créé en 1945". Source, interview de Brown et Blanckaert, sd, R. GODSON, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 84.

⁶⁷. R. FALIGOT et R. KAUFFER, *Les résistants. De la guerre de l'ombre aux allées du pouvoir 1944-1989*, Paris, Fayard, 1989, p. 180-181 ("cadre du *Rassemblement national des prisonniers de guerre*", aux côtés de François Mitterrand. Activité résistante difficilement contrôlable compte tenu de la nature des sources).

⁶⁸. *Ibid.*, p. 193-195. En italique dans le texte. Ponchel fit pour sa part "l'objet d'attaques incroyables" : "les communistes, *se plaint-il à ses interlocuteurs*, ont essayé de me faire passer pour un collabo!" (p. 194). L'ouvrage cite de nombreux témoignages oraux que la documentation écrite corrobore rarement -ainsi sur le péril

Dans les mois précédant le Congrès confédéral, l'infatigable Brown avait, semble-t-il, extensivement recensé les forces du "groupe Bothereau" -essentiellement représentées, en réalité, hors des grands fiefs prolétariens qui avaient consacré la supériorité écrasante des unitaires⁽⁶⁹⁾. Cette activité débordante en compagnie des confédérés les plus activement anti-unitaires inspira à l'émissaire de l'AFL, à la mi-décembre, des élans d'optimisme (que la suite allait montrer quelque peu) prématurés : ainsi le 14 décembre 1945 évoqua-t-il les miracles prochains que réaliseraient ses amis du Livre ("Largentier et ses partisans (...) bien sous tous rapports et de toute confiance"), et caressa-t-il l'espoir d'"une scission au prochain Congrès"⁽⁷⁰⁾.

Les moyens déployés subventionnèrent, à l'évidence, la transformation de l'organe de tendance, le 20 décembre 1945, en *Force Ouvrière*, plus explicitement vouée à la lutte anticommuniste, et la promotion de la Fédération du Livre à l'avant-poste du combat des minoritaires. Le Congrès fédéral de Saint-Etienne, du 2 au 5 avril 1946, apparut à cet égard comme la répétition générale des furieux duels⁽⁷¹⁾ confédéraux livrés à Paris du 8 au 12.

C'est donc dans le contexte des relations du "groupe Bothereau" avec Irving Brown que fut négocié le brutal virage "gauchiste" qui affecta conjointement la tendance minoritaire et la SFIO à partir de décembre 1945. Il incita les plus modérés des confédérés à célébrer les vertus du Trotskiste Vallière⁽⁷²⁾, et les éléments les plus droitiers de la SFIO à approuver le discours de ceux qui, au sein du parti, préconisaient de "combattre le communisme par la gauche"⁽⁷³⁾ : les affrontements se déroulèrent notamment sur les thèmes de "l'indépendance syndicale" et du sacrifice, par les unitaires, des revendications ouvrières sur l'autel de la "Bataille de la production"⁽⁷⁴⁾.

La documentation consultée, tant américaine que française, ne permet pas de déterminer qui, des coalisés, saisit l'initiative idéologique et élabora une tactique de contournement des communistes "par la gauche". Question à vrai dire dérisoire, dans la mesure où la tactique "gauchiste", en un temps où les communistes en appelaient à des valeurs formellement proches de celles prônées par les "réformistes" traditionnels, s'imposait d'emblée pour reconquérir des travailleurs exaspérés et tout disposés à la grève. On ne peut que constater le remarquable et logique consensus entre les confédérés, à l'occasion obligés par la contre-offensive idéologique des unitaires assaillis de rendre des comptes sur leur brusque revirement "gauchiste"⁽⁷⁵⁾, et le représentant de l'AFL.

rouge et les vastes plans kominformiens de 1946-47-, et ne répond pas aux exigences de la recherche historique ; il est cité dans la mesure où il suggère les motivations d'un thème cher à Brown, rendu public au début des années cinquante : cf *infra*.

⁶⁹. Sur le poids des Confédérés chez les non-productifs, B. GEORGES et D. TINTANT, *Léon Jouhaux : Cinquante ans de syndicalisme*, t. I, *Des origines à 1921*, Paris, Presses Universitaires de France, 1962, B. GEORGES, D. TINTANT et M.-A. RENAULD, t. II, *Léon Jouhaux dans le mouvement syndical français /1921-1954/*, Paris, Presses Universitaires de France, 1979, G. LEFRANC, *Le mouvement syndical sous la Troisième République*, Paris, Payot, 1967, *Le mouvement syndical de la Libération aux événements de mai-juin 1968*, Paris, Payot, 1969, A. PROST, *La CGT à l'époque du Front Populaire*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1964, A. BERGOUNIOUX, *Force Ouvrière*, Paris, Le Seuil, 1975, A. LACROIX-RIZ, *La CGT...*, *op. cit.*

⁷⁰. Lettre à Woll, 14 décembre 1945, R. RADOSH, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 315.

⁷¹. Compte rendu, Paris, Editions fédérales, 1946, Archives fédérales, *passim*.

⁷². *Force Ouvrière*, le 11 avril 1946, consacra une page presque entière (p. 3) à "la brillante intervention de notre camarade Vallière(...) une des plus remarquables prises de position effectuées depuis le début du Congrès".

⁷³. Deixonne (du Tarn), Conseil National (CN) de la SFIO, 9 juin 1946, p. 136, Archives du Secrétariat du PS (ASPS).

⁷⁴. Sur cette conjoncture, A. LACROIX-RIZ, *CGT et...*, *op. cit.*, chap. I et III à V, *La CGT...*, *op. cit.*, p. 108-112 et "Un ministre communiste face au problème des salaires : l'action d'Ambroise Croizat de novembre 1945 à mai 1947", *Le Mouvement Social*, avril-juin 1983, p. 3-44 ; H. CHAPMAN, "Les ouvriers, le communisme et l'État : les politiques de reconstruction d'après-guerre dans l'industrie aéronautique 1944-1950", *Le Mouvement Social*, décembre 1988, p. 65-96.

⁷⁵. Voir l'article de *L'Espoir du Pas-de-Calais*, revue hebdomadaire fédérale de la SFIO, expliquant le discours ultra-combatif nouveau des adversaires de la majorité unitaire, "si souvent accusés dans le passé de modérantisme", non par leur volonté d'"agitation à tout prix", mais par "simple fidélité à leur sentiment de

Le rapport de Brown sur "le Congrès de la CGT" mit l'accent sur les formidables possibilités qu'offrait à la minorité la transformation radicale du discours communiste sous l'effet du "mot d'ordre "produire, toujours produire"", avec ses corollaires : "le travail aux pièces et l'intensification du travail" d'une part, l'acceptation officielle du blocage gouvernemental des salaires, dont la responsabilité était désormais assumée par le Ministre communiste du Travail, Ambroise Croizat, d'autre part ; "son soutien du travail aux pièces était particulièrement embarrassant pour les communistes de la CGT, et (...) il pouvait servir à "renforcer les forces d'opposition""⁽⁷⁶⁾.

2. 1946 : du fiasco du Congrès de la CGT aux progrès

A la veille du Congrès d'avril 1946, la conjoncture syndicale française provoqua cependant une certaine perplexité dans les rangs de l'AFL. L'équipe de New York sembla sombrer dans un total découragement, et Lovestone notifia à Brown, le 14 mars, l'avis de la direction "que la situation est fichue et que rien n'a de chance de succès en France aujourd'hui parce que les communistes ont bouclé l'affaire". De Paris, Brown, en contact permanent avec les confédérés les plus opiniâtres, conserva une certaine dose d'optimisme, évidemment tempérée par une bonne perception du rapport des forces en présence : "Je ne dis pas qu'on puisse être certain de ce qu'on peut faire et je ne nie pas que les communistes détiennent et continueront à détenir le contrôle de la CGT. Mais on ne peut nier qu'il y ait un mouvement et une effervescence qu'on peut utiliser à la base. Il y a la volonté fondamentale de rétablir le syndicalisme libre. Il y a à travers toute la France des groupes prêts à agir et à être galvanisés en une force au service du syndicalisme libre (...) Il y a des événements à venir qui vont dramatiser le grand combat qui affleure tout juste à la surface. Si le combat ouvert arrive ou la scission (que tout un chacun évoque et attend dans la CGT) et quand ça arrivera, il y aura plus de chances de succès et de victoire si à ce moment précis les forces d'opposition sont bien constituées, organisées et si elles représentent une force cohérente. Il ne sert pas à grand chose de se contenter d'écrire sur la situation sans être capable d'apporter son aide"⁽⁷⁷⁾.

Prudence sur les possibilités du court terme que légitima le bilan du Congrès d'avril 1946. Les premières assises confédérales de l'après-guerre eurent en effet de quoi assombrir le fringant émissaire européen de l'AFL et valider ses premiers propos lucides sur l'ampleur de la tâche à accomplir : la victoire écrasante des unitaires, alors même que les confédérés avaient mobilisé toutes leurs forces, confirma ces derniers dans leur statut de minorité étroite et impuissante.

Brown analysa parfaitement les remarquables atouts de ses adversaires : capitalisation du prestige accumulé dans la résistance ; attachement ouvrier à "la préservation de la solidarité syndicale", si profondément ancré "que même Jouhaux ne voulait pas combattre les communistes" : le "mythe de l'unité" dans lequel Godson, dénonce, au fil d'un ouvrage exaltant la scission, l'obstacle décisif durablement dressé contre le plein succès des leaders du *Free Trade Union Committee*⁽⁷⁸⁾, n'avait pas, à l'heure du Congrès, perdu tout son pouvoir ("Jouhaux et ses associés croyaient qu'une scission dans les rangs du syndicalisme (ils avaient été les témoins de deux de ces ruptures au cours de leur vie) affaiblirait gravement la puissance du mouvement ouvrier en divisant les ressources matérielles et d'organisation des syndicats, qui étaient déjà maigres"⁽⁷⁹⁾); efficacité de la tactique des unitaires ne laissant "pas oublier aux travailleurs que beaucoup de dirigeants de la CGT étaient passés du côté du régime de Vichy en 1940".

La "défaite catastrophique" subie par ses protégés aigrit aussi Brown, lui inspirant moins d'optimisme sur leurs capacités. Accusés se s'être "volontairement soumis à "un emprisonnement complet"", les confédérés ne s'étaient pas unifiés autant que leur unanimité anticommuniste l'avait laissé prévoir : manquaient aux "groupes Bothereau et Jouhaux (...)

toujours, moyen et mesuré, opposé aux extrêmes sentiments", 21 avril 1946, Fol. JO 2802, Bibliothèque Nationale.

⁷⁶. Rapport non daté, R. RADOSH, *American Labor...*, op. cit., p. 316-317. Sur la pertinence du jugement, référ. de la n. 74.

⁷⁷. Lettres de Woll à Brown et de Brown à Woll, 14 mars 1946, R. GODSON, *American Labor...*, op. cit., p. 94-95 et 106.

⁷⁸. *Ibid.*, passim, notamment p. 89 à propos du Congrès d'avril 1946.

⁷⁹. Résumé du rapport Brown sur le Congrès, *ibid.*

une "direction centrale", un "programme unifiant" et une "direction forte et dynamique". La question de l'absence d'"un programme clair" tracassait particulièrement Brown. L'écho tactiquement accordé par ses alliés -et, ce qu'il semblait oublier, par lui aussi- au discours gauchiste ne l'enchantait guère sur le fond : il "préférerait naturellement que le mécontentement /des syndiqués/ fût canalisé dans une voie "constructive" -pas vers la gauche".

Pessimisme peut-être forcé à l'intention de ses lecteurs de New York, et qui fut en tous cas infléchi par de solides raisons d'espérer. Irving Brown entrevit dans l'ampleur même de la défaite des confédérés l'assurance de la scission : l'extrême faiblesse de ses alliés verrouillait en effet tout espoir de reconquête de l'intérieur. Battus à plate couture (16% des mandats contre 84 à la majorité unitaire ⁽⁸⁰⁾), ils seraient contraints à "se fondre en un front commun... (*sic*) sans illusions et sans aucun espoir fallacieux qu'il y a/vait/ quelque chose à faire sous la fallacieuse bannière de l'unité". "L'opinion se renforce, et je ne suis pas loin de la partager, que la CGT en tant qu'organisation ne peut être réformée car sa nature stalinienne la rend imperméable au changement démocratique". Certains signes annonçaient la renonciation prochaine des "réformistes /à/ l'unité avec les communistes /qui.../ les désarmait dans la lutte interne pour le pouvoir dans la CGT". S'esquissait désormais "la scission finale qui isolera/it/ la CGT en la faisant apparaître comme une pure et simple organisation du PC sur laquelle les travailleurs n'aur/aie/nt pas d'illusions".

Brown avait profité de sa présence au Congrès pour parachever la mission de contact entamée depuis 1945 : rencontrant "chaque délégué de l'opposition, à la fois individuellement et en petits groupes", il releva que "la base commençait/ à produire des dirigeants nouveaux et qualifiés". Bref, "les éléments vraiment militants" étaient gagnés à la scission, pleins de résolution, appuyés sur des bases provinciales solides ; Jouhaux et Bothereau admettaient le caractère "inévitabile" de la scission (le premier avait même empêché le second de passer trop vite à l'exécution en démissionnant du Bureau Confédéral au cours du Congrès). Le temps était mûr "pour que l'opposition "se consolidât autour d'un programme minimum" et engageât le combat pour un syndicalisme "libre", combat dans lequel "l'AFL pourrait "être d'un secours sans limites de toutes sortes de manières"" ⁽⁸¹⁾.

L'an 1946, qui balaya, sur fond d'inflation galopante et de privations, les espoirs ouvriers de la Libération ⁽⁸²⁾, donna une impulsion décisive aux activités communes des confédérés et de l'équipe constituée par Brown et les spécialistes de l'Ambassade à Paris : "les efforts de l'AFL se concentrèrent sur trois industries stratégiques -les mines de charbon, les communications et les transports, particulièrement les chemins de fer" ⁽⁸³⁾. Du rapport présenté par Brown "au Comité des Relations Syndicales Internationales" (*International Labor Relations Committee*) en novembre 1947, il ressort que l'accent fut porté sur les secteurs où les Confédérés avaient conservé de fortes ou non négligeables positions, comme les PTT ou les chemins de fer.

Aux PTT, des grèves de cotisations du début de 1946 à la constitution du "Comité d'Action Syndicaliste" d'octobre en passant par la grève de juillet-août, qui ouvrit la première crise officielle au sein de la Confédération, l'œuvre conduite par Camille Mourguès bénéficia de la protection constante du *Free Trade Union Committee*.

Il en fut de même chez les Cheminots, où, contre la solide majorité unitaire de la corporation, Brown s'intéressa au petit secteur des Wagons-Lits, qu'on pouvait aisément soustraire à la vigilante surveillance des unitaires : comment en l'occurrence "empêcher (...) les employés (...) de recevoir des renseignements (*intelligence information*) par leurs contacts dans l'industrie ferroviaire des autres pays ou de faire du trafic de devises (*smuggling money*)

⁸⁰. Le rapport 84%-16% (Unitaires-Confédérés) révélé par le Congrès d'avril 1946 se retrouva, plutôt amélioré pour les majoritaires, dans les derniers votes du Comité confédéral national commun, les 12 et 13 novembre 1947, A. LACROIX-RIZ, *La CGT...*, *op. cit.*, p. 71-74 et 327.

⁸¹. Rapport Brown sur le Congrès, R. RADOSH et R. GODSON, *American Labor...*, *op. cit.*, respectivement p. 315-318 et 93-95.

⁸². Sur la conjoncture économique-sociale, A. BERGOUNIOUX, *Force...*, G. LEFRANC, *Le Mouvement syndical de la Libération...*, A. LACROIX-RIZ, *CGT et...*, et *La CGT...*, *op. cit.*

⁸³. R. GODSON, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 117.

pour financer ces opérations"? L'entreprise, dirigée par André Lafond, aboutit dès 1946 à la scission, signe avant-coureur de la scission "autonome" de 1947⁽⁸⁴⁾.

La tactique de recrutement ou de soutien de Brown, qui avait insisté sur les ressources offertes par la base provinciale de la tendance confédérée, aplanit une des difficultés majeures du projet : la répugnance au départ des générations groupées autour de Jouhaux. Roy Godson décrit un Irving Brown jouant la carte des "jeunes loups" : "André Lafond et de nombreux jeunes militants de province" piaffaient d'impatience à l'idée de supplanter les dirigeants chevronnés qui n'étaient pas encore acquis à la scission internationale (de la FSM) et (ou) se montraient "trop soucieux de préserver leur situation personnelle"⁽⁸⁵⁾. La pénétration du tissu réformiste par Brown et ses amis et alliés atteignit en France une intensité exceptionnelle, dont témoigne l'effectif des lecteurs de la publication lancée par le FTUC en 1946. Si l'on s'en tient au critère de réception de l'*International Free Trade Union News*, édité en anglais, en français, en allemand et en italien -être défini par l'AFL comme "militant syndical anticommuniste"-, on est frappé par l'importance de son lectorat français : à la mi-juin 1947, Brown annonça l'envoi à Lovestone d'"une liste de 12.000 noms et adresses de Français", pour une diffusion mondiale de 30.000⁽⁸⁶⁾.

On ne peut en l'espèce que pratiquer des approches partielles, mais assurément, cette phase de la croisade mit à la disposition des coalisés d'impressionnants moyens financiers. Roy Godson, bornant ses investigations à certaines pièces de la correspondance du FTUC, réduit à des sommes peu vraisemblables les fonds alloués : compte tenu à la fois des exigences de Brown et du luxe dont s'entouraient ses déplacements et ses recherches d'alliés européens, le délégué de l'AFL octroya aux groupes de *Force Ouvrière* probablement davantage que des sommes allant de 11.000 à 20.000 dollars entre le début de janvier 1946 et la fin de 1947. Quel que fût du montant exact des subventions (dont Godson relève l'importance accrue par le seul taux de change de marché noir du dollar), il couvrit les besoins de la propagande de la tendance : "dépenses de voyage des organisateurs, publication des journaux et tracts anti-CGT et campagnes des candidats de FO aux élections de délégués et aux élections à la Sécurité Sociale".

L'auteur corrige d'ailleurs en partie la modestie de ses évaluations en laissant entendre que la totalité des demandes financières de Brown fut satisfaite au cours du premier semestre de 1946. Le 14 mars, ce dernier avait à nouveau réclamé 100.000 dollars, mais admis qu'il se débrouillerait, pour préparer le Congrès d'avril, avec le dixième de cette somme, ultime concession accompagnée d'un chantage à la démission. L'affaire aurait été réglée début juin : selon le procès-verbal de la réunion du FTUC du 5, "il a été décidé de télégraphier à Frère Brown que son budget est acceptable comme fondamentalement sain et qu'il sera soutenu dans la mesure où seront passés des accords précis stipulant que le soutien américain sera accompagné d'un large soutien matériel issu du mouvement ouvrier français lui-même". Le tout fut assorti d'un hommage à l'action de Brown, consacré par l'engagement de le reconduire dans sa mission à l'issue du prochain Congrès de l'AFL : "Il a été en outre décidé d'informer frère Brown que nous étions satisfaits de son travail et que nous souhaitons qu'il le reprenne en Europe après le rapport (au congrès de l'AFL) qu'il fera ici"⁽⁸⁷⁾. A l'heure des grandes réalisations, le FTUC avait donc financièrement souscrit à la ligne française recommandée par son représentant depuis plusieurs mois (charge incompatible, on le sait, avec les mesquines allocations officiellement versées à cet organisme par l'AFL).

L'automne 1946 revêtit une importance particulière dans l'œuvre de l'AFL et de son émissaire en Europe. C'est en effet lors du Congrès de Chicago, réuni du 7 au 17 octobre, et caractérisé, selon les termes de Bonnet, par la virulence de son anticommunisme "tant sur le

⁸⁴. *Ibid.*, p. 84-85 et 95-96 et I. WALL, *L'influence américaine...*, *op. cit.*, p. 150-151 (qui présente les Américains à la fois comme témoins et actifs prestataires de "leurs conseils et /de/ leur savoir-faire"). Sur les événements eux-mêmes, animés par des responsables de la SFIO (compte non tenu de l'intervention de Brown), A. BERGOUNIOUX, *Force...*, *op. cit.*, chap. III et A. LACROIX-RIZ, *CGT et...*, *op. cit.*, chap. VIII.

⁸⁵. R. GODSON, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 117-118. L'expression "jeunes loups" relève de ma responsabilité : André Bergeron, que Brown reconnaissait en 1985 comme une de ses antennes de 1947, à Belfort, dans le Livre, et comme l'auteur de la scission, appartient évidemment à cette catégorie de militants (*Libération*, 27 novembre 1985, interview de Brown, p. 5).

⁸⁶. R. GODSON, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 109.

⁸⁷. *Ibid.*, p. 117 et (séance du 5 juin 1946), p. 106-107.

plan national que sur le plan international", que fut lancé l'assaut décisif contre la FSM. La France occupait dans le dispositif la place centrale que Brown lui avait assignée dans son discours du 14 octobre en forme de diatribe générale anti-française : "le parti communiste s'est assuré le contrôle du mouvement syndical et, en disposant de ce moyen de pression économique, il a empêché le gouvernement français de prendre position pour les démocraties contre le totalitarisme (...) la France était /donc/ le point crucial de la lutte entre la démocratie et le totalitarisme".

Signe évident que l'œuvre française était en bonne voie -outre les déchirements internes signalés plus haut-, l'intensification des efforts anti-FSM sur le Vieux Continent (en réalité beaucoup plus appliqués à l'Allemagne qu'à la France) devait passer par Paris : le Congrès d'octobre annonça l'intention d'y ouvrir un bureau européen de l'AFL⁽⁸⁸⁾. Au service des objectifs limpides de la centrale -"travailler à la résurrection du syndicalisme libre, indispensable à la paix du monde"-, "ce bureau dirigé par M. Irving Brown, sera, *précisa Associated Press*, à la disposition des syndicats européens auxquels il fournira des renseignements sur les conditions de travail aux États-Unis, en Russie et dans les autres pays"⁽⁸⁹⁾.

Les incontestables succès remportés dans les fédérations où les affrontements entre tendances avaient été les plus intenses depuis la Libération -cas par excellence des PTT- ne présageaient cependant pas une victoire immédiate. Malgré la forte dégradation de la conjoncture du second semestre 1946, où les acquis salariaux imposés par les unitaires à la Conférence du Palais-Royal furent anéantis par les "queues de hausse" du Ministre de l'Economie Nationale de Menthon⁽⁹⁰⁾, les majoritaires de la CGT se trouvaient encore en mesure d'imposer certaines limites à l'offensive conjuguée de la minorité et de Brown.

Quelques jours après la fin du Congrès de Chicago, à une époque où les relations entre la minorité et les Américains n'emplissaient pas encore les colonnes de *L'Humanité* ou de *La Vie Ouvrière*, Benoît Frachon prit la plume pour manifester clairement que son camp n'était dupe ni des conciliabules ni de leur visée nationale -la scission de la CGT- et internationale -celle de la FSM. Il signifia le 25 octobre, dans l'organe des unitaires, en termes catégoriques, l'intention de ne pas tolérer que les "leaders réactionnaires /de l'AFL/ William Green, Matew Voll (*sic*) et Cie/, qui.../ nourrissent une haine recuite à l'égard de la Fédération syndicale mondiale et de la plupart des centrales syndicales de l'Europe", traitassent la France en "dominion". Montrant qu'il n'ignorait rien des activités de Brown et de ses interlocuteurs français au cours de la période récente⁽⁹¹⁾, le Secrétaire général de la CGT informa les

⁸⁸. Lettre de Bonnet n° 1643, Washington, 28 octobre 1946, B Amérique... vol. 265.

⁸⁹. Dépêche citée par Benoît Frachon, "Une insolence de la réaction aux États-Unis", *La Vie Ouvrière*, 25 octobre 1946, *Au rythme des jours*, Paris, Editions Sociales, 1973, p. 170-171.

⁹⁰. Sur la conjoncture, référ. sur la grève des PTT de juillet-août 1946.

⁹¹. "M. Irving Brown (...) depuis un an environ, (...) opère en France et dans quelques pays de l'Europe. Il a son siège à Paris. Qu'il ait pu jusqu'à ce jour agir impunément est, sans doute, la raison qui lui donne l'audace de décider, avec ses compères, la constitution d'un bureau officiel dans notre capitale. Brown commença à s'insinuer dans les milieux syndicalistes français avec une hypocrisie consommée. Il était un ami de la France et des syndicalistes français. Il se glissait dans certaines assemblées de nos organisations où il se faisait applaudir comme représentant des syndicats américains, parlant d'une aide financière apportée à la classe ouvrière de notre pays dans l'illégalité, aide dont nous n'avons jamais eu connaissance autrement que par la bouche du sieur Brown. Ca, c'était la façade qui couvrait une autre activité, celle pour laquelle en réalité, Brown avait été envoyé chez nous et qui était moins avouable. Ce pèlerin des réactionnaires américains recherchait en France des contacts avec tout ce qui pouvait lutter contre la CGT. Tout ce qui, sous couvert d'anticommunisme, était prêt à faire quelque chose contre l'unité syndicale lui était précieux. La qualité lui importait peu. Il se satisfaisait volontiers de munichois, d'exclus des syndicats pour indignité, de bélinistes /partisans de R. Belin/ invétérés. Il agissait chez nous comme en pays conquis, intervenant avec cynisme dans notre vie nationale, cherchant à regrouper les débris vichystes et à en faire une masse de manœuvre des boutefeux du Nouveau Continent.

Nous avons eu quelques nouvelles de l'activité de Brown dans d'autres pays européens : Suède, Belgique, Suisse et notamment en Allemagne (...) Nous savons que le sieur Brown a l'intention d'appuyer ses "arguments" par une importante quantité de dollars, à l'instar de ses associés dans cette besogne, les hommes des trusts. Mais nous ne sommes pas des mendiants et le peuple français, sa classe ouvrière, moins que tout autre, n'est pas à vendre. Tout au plus peut-on acheter quelques méprisables traîtres que Brown connaît, mais que nous connaissons bien aussi". *Vie Ouvrière*, 25 octobre 1946, *Au rythme...*, *op. cit.*, p. 170-172.

intéressés que son organisation ferait barrage au projet de l'AFL : "Il va de soi que nous ne sommes point décidés à subir l'outrage que l'AFL a l'outrecuidance de vouloir nous infliger et nous veillerons à ce que son officine louche ne s'installe pas chez nous" ⁽⁹²⁾.

Coup de sang qui, imposant des précautions supplémentaires aux coalisés, ménéage peut-être un répit aux unitaires assaillis. Au surplus, sans pouvoir tirer des conclusions définitives d'une documentation non exhaustive, on a l'impression que, dans les derniers mois de 1946 et les premiers de 1947, la stratégie même de l'AFL -l'urgence de l'assaut anti-FSM et ses impératifs nationaux, supposant l'appui prioritaire sur un mouvement syndical allemand ou de langue germanique de plus en plus sûr ⁽⁹³⁾- rétrécit la part d'une France syndicale décidément rétive à ces vastes projets internationaux.

En tous cas, la vigueur de la réplique communiste fit avorter le programme parisien : Brown ne revint en Europe que fin décembre, et, tout en passant souvent par Paris, entama une mission européenne fort voyante. En Suisse, où il effectua un séjour tapageur en décembre-janvier, le "chargé des affaires européennes de l'AFL" clama sur un ton provocateur que son organisation avait abandonné l'idée initiale d'installer à Paris son "bureau européen", au profit de Genève : "on y aurait renoncé, commenta l'Ambassadeur Hoppenot, témoin attentif de l'équipée suisse des hommes de l'AFL et du Département d'État, en raison de la forte position occupée en France par le parti communiste, du rôle joué à Paris par l'Ambassade de l'URSS et de l'influence qu'exercerait (*sic*) les Soviets sur la Fédération Syndicale Mondiale" ⁽⁹⁴⁾. Godson relève également, en se fondant sur le procès-verbal (qu'il ne cite pas) d'une réunion du "Comité des relations syndicales internationales" du 13 novembre 1946, que l'AFL "fut dissuadée de /réaliser son projet/ par des menaces de terrorisme communiste" ⁽⁹⁵⁾.

2. 1947: L'ANNÉE DE LA SCISSION

A. CORRUPTION ET NON COMMUNIST LEFT POLICY

L'année 1947, avant même que ne fût annoncé le Plan Marshall, fit entrer dans sa phase décisive la stratégie européenne de Washington, composante "syndicale" incluse. Nous en retiendrons ici non pas l'aspect, essentiel, relatif à la scission de la FSM et à la constitution de la "nouvelle organisation européenne" rivale ⁽⁹⁶⁾, mais ce qui révèle les méthodes utilisées par Brown pour organiser les scissions nationales.

La correspondance argumentée de janvier-février 1947, en provenance de Berne, souligne la communauté d'analyse, sur les fonctions internationales de l'AFL, entre responsables unitaires et diplomates, en éclairant un pan non négligeable -et non spécifiquement suisse- des activités de Brown : l'Ambassadeur de France, tout en respectant les prudences de la langue diplomatique, définit comme organique la liaison entre l'homme de l'AFL et les milieux dirigeants de Washington. D'une part, en effet, Hoppenot rapporta l'opinion de "certains milieux suisses" selon lesquels "les personnalités dirigeantes de l'AFL ne sont peut-être que des instruments dans la main des autorités américaines et dans celle des organisations économiques des États-Unis", également obsédées par la "question vitale" que posait la fin imminente "de la période actuelle de prospérité" ⁽⁹⁷⁾. D'autre part, et avec plus de précision, il montra ou suggéra l'importance de la contribution *directe* du gouvernement des États-Unis à la croisade anti-FSM de l'AFL.

⁹². *Ibid.*, p. 172. Chronologie du parler franc avec les Américains contradictoire avec la rupture de 1947 -par rapport à 1946- postulée par I. WALL, *L'influence américaine...*, *op. cit.*, p. 152-155.

⁹³. Sur la priorité allemande spectaculairement affirmée à partir du triomphe "occidental" des élections berlinoises d'octobre 1946, A. LACROIX-RIZ, "La reconstitution du syndicalisme ouest-allemand...", *art. cit.*

⁹⁴. Lettres de Hoppenot n° 116 et 214, Berne, 15 et 22 janvier 1947, B 9-1, Politique extérieure (octobre 1946-août 1947) MAE (vol. consulté avant classement définitif) ou B Amérique... vol. 265.

⁹⁵ R. GODSON, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 116.

⁹⁶. Lettre de Hoppenot n° 214, Berne, 22 janvier 1947, B 9-1 : "programme" de la future CISL précisé par ce courrier, A. LACROIX-RIZ, *Le choix de Marianne, les relations franco-américaines de 1944 à 1948*, Paris, Editions Sociales, 1986, p. 102.

⁹⁷. Lettre de Hoppenot n° 329, Berne, 5 février 1947, B 9-1.

Flanqué de représentants directs de l'appareil d'État -dont la qualité révélait le rôle de plaque tournante de Paris-, Brown ne se contentait pas d'exciter la fibre anti-bolchevique de ses interlocuteurs pour se les gagner. Il tablait aussi -dimension qui ne fit défaut ni en Allemagne ni en France, pays où la détresse des couches populaires atteignait une autre acuité qu'en Suisse- sur le pouvoir séducteur de la corruption pure et simple : "M. Brown, qui était accompagné de l'Attaché Social près l'Ambassade des États-Unis à Paris ⁽⁹⁸⁾, a donné à ses interlocuteurs l'impression de disposer de fonds très importants"; dépensant sans compter à Berne, où il est descendu dans l'un des meilleurs hôtels, "il leur a laissé entendre que le Bureau en Europe de l'"American Federation of Labor" sera doté de larges crédits et versera à son personnel des traitements plus élevés que ceux de l'Union syndicale suisse".

Le récit de Hoppenot sur les modalités des prises de contact corrobore les plus vifs exposés polémiques des unitaires français, accusant, à l'heure de la scission ouverte - l'automne 1947 ⁽⁹⁹⁾-, leurs adversaires d'avoir cédé non seulement aux délices de l'idéologie, mais encore à l'appât des propositions matérielles : "malgré ces avantages certains" que l'émissaire de l'AFL avait fait miroiter devant son premier interlocuteur "pressenti" pour diriger le bureau de Genève, le Secrétaire de l'Union syndicale suisse, ce dernier avait refusé. Brown allait donc se tourner vers Ernst Koch, secrétaire de la Fédération ouvrière du Commerce, de l'Alimentation et des Transports, de Lausanne ⁽¹⁰⁰⁾.

Codification, certes, de ce qui existait déjà, mais aussi reconnaissance de l'enjeu des mutations syndicales pour la mise en œuvre des plans économiques de Washington, les intentions prêtées aux Américains en janvier 1947 donnèrent la consécration à la "*NCLP (Non Communist Left Policy)*". Dans la décision du "soutien économique des partis européens de gauche non-communistes" annoncée alors, notamment par l'intermédiaire de l'influent Harriman, qui a confié "à des amis qu'il estime que le socialisme est le meilleur obstacle au communisme en Europe" ⁽¹⁰¹⁾, la dimension syndicale nous apparaît, sinon comme exclusive, du moins comme résolument prioritaire. Ce point ayant été largement traité ailleurs ⁽¹⁰²⁾, c'est sur les espérances affichées au cours de l'année cruciale de l'affaiblissement communiste en France que nous nous arrêterons ici.

B. BROWN ET LE DÉPARTEMENT D'ÉTAT À L'ÈRE DE LA SCISSION : UNE SIMPLE QUESTION DE FONDS?

Dans le contexte général évoqué plus haut, la collaboration entre le Département d'État et l'AFL atteignit un degré tel qu'on peut littéralement confondre la documentation en provenance de l'Ambassade à Paris et la correspondance ou les rapports d'Irving Brown. La question de la scission de la CGT occupa en effet en 1947 une part appréciable des activités de Jefferson Caffery et de ses collaborateurs ⁽¹⁰³⁾.

⁹⁸. Eldridge donc, que le courrier de Hoppenot ne nomme pas.

⁹⁹. Voir notamment les débats du CCN des 12 et 13 novembre 1947 : motion Molino "sur la défense de l'indépendance nationale" ("l'action de sape /des/ principaux représentants réactionnaires des trusts américains (...) se développe à l'aide d'agents stipendiés, comme le délégué de l'AFL Brown, qui tentent d'organiser des scissions et les financent en se servant d'éléments corrompus ou exclus des syndicats pour collaboration", *Vie Ouvrière*, 19-25 novembre 1947, p. 10) ou intervention de Frachon : "chacun sait qu'il y a en France des hommes chargés de distribuer des dollars pour préparer la scission de la CGT. Et si nous avons empêché M. Irving Brown d'établir à Paris un bureau officiel pour lutter contre la CGT et l'URSS, M. Irving Brown a toujours ses dollars et il les utilise. Hernio /de la Fédération des Cheminots/ pourra dire comment un de ses camarades a été sollicité de quitter son travail et de se mettre dans les rangs de ceux qui injurient les communistes dans la CGT. On lui promettait tout l'argent qu'il voulait ainsi que voiture et chauffeur". CCN cité, p. 4, Archives confédérales. Exemple de réplique des confédérés avec Bothereau : "Les affirmations de Molino sont précises quant à l'objet, mais confuses quant aux hommes. Pour ma part, je suis un homme libre, je n'ai jamais touché ni roubles, ni dollars", *Force Ouvrière*, 20 novembre 1947, p. 12.

¹⁰⁰. Lettre de Hoppenot n° 116, Berne, 15 janvier 1947, B 9-1 ou B Amérique... vol. 265.

¹⁰¹. Bulletin du SDECE 21-1 A/00 303/SD, sorti le 28 janvier 1947, B 9-1.

¹⁰². Sur les avantages essentiellement syndicaux de l'alliance spectaculaire de 1947, E. RICE-MAXIMIN, "The United States...", *art. cit.* et A. LACROIX-RIZ, "Du bon usage de la Gauche non communiste en France", *cahiers d'histoire de l'institut de recherches marxistes*, n° 30, 1987, p. 75-107.

¹⁰³. E. RICE-MAXIMIN, "The United States...", *art. cit.* La thèse des novations de 1947 -c'est des "grandes grèves "insurrectionnelles" et "politiques"" de la fin 1947 que dateraient une collaboration plus étroite

En mai, étape majeure de la marginalisation des forces communistes, Brown souligna d'ailleurs à l'attention de ses supérieurs hiérarchiques l'opportunité d'une pression exercée sur le Département d'État pour que son Ambassadeur-fétiche, qui "a été un rempart pour le bon côté dans ce combat", fût maintenu à son poste parisien. Il ne fut donc plus question, du côté de Brown, Caffery, et de leurs équipes respectives, que des liens établis avec les responsables socialistes ès qualités et avec les dirigeants confédérés. De ces contacts quasi permanents, la prochaine cassure de la CGT fournit naturellement la matière essentielle. Tandis que les leaders socialistes, singulièrement Léon Blum et André Philip, évoquaient avant mai les conditions nécessaires pour lever au plus tôt l'hypothèque communiste, Brown fit plus nettement état de ses relations avec le Parti socialiste, aux perspectives ""encourageantes". Garantissant "la compétence et la solidité" des socialistes dans le mouvement syndical, /il/ s'engageait à "travailler en liaison très étroite avec eux" (104).

Le délégué européen de l'AFL put au début de novembre dresser dans son "rapport au Comité des relations syndicales internationales" le bilan florissant d'une année de terrible démoralisation ouvrière et d'inlassable travail du tandem FTUC-FO : en juillet, Mourguès avait érigé son "Comité d'Action syndicaliste" en "organisation autonome" ; André Lafond venait d'achever la constitution de sa "fédération syndicaliste des Cheminots de 8.000 membres" ; l'AFL pouvait compter sur de vigoureux points d'appui dans les chemins de fer, les mines, les PTT et, comme naguère, sur le Livre, toujours considéré comme le "principal "vivier d'aide et de chefs"" (105).

Le Pygmalion de la scission, en un moment propice à l'allégresse, conserva cependant sur ses amis toute sa lucidité et continua à déplorer -leitmotiv de la période suivante- la profonde faiblesse qui les rendait si étroitement dépendants de l'aide, financière en particulier, des Américains : "L'AFL se rendait compte (...) que la direction /des/ groupes de scission non-communistes ne serait probablement pas capable de disputer /aux communistes/ le contrôle de la CGT sur le mouvement syndical ni de les supplanter". En juin, alors même que la scission de Lafond relevait de la certitude, et que les anarcho-syndicalistes et trostkistes intensifiaient leur activité, Brown reconnut "que la grande faiblesse de tout le mouvement d'opposition /était/ son manque d'unité alors que le Parti communiste, malgré tous les rapports faisant allusion à ses divisions internes, continu/ait/ à agir comme un bloc solide" (106). Il renouvela ce jugement à l'heure de la scission officielle, ravi de la prise de position catégorique de FO "contre la grève" unitaire et des perspectives de fondation imminente d'une nouvelle centrale syndicale, mais inquiet de sa mauvaise organisation (107).

Du côté de l'Ambassade, en évidente symbiose avec l'émissaire du FTUC, les ambitions syndicales de la période préparatoire à la scission semblèrent, particulièrement dans les derniers moments, faire fi des limites dressées par les rapports de forces internes à la CGT depuis la Libération. A lire les courriers de l'Ambassadeur des États-Unis en France, au second semestre de 1947, on croirait souvent que la question ne se posait plus, pour la coalition franco-américaine, qu'en termes financiers -dossier, il est vrai, que Brown, comme de coutume, n'avait garde d'oublier ("lorsque arrivent les demandes /d'argent/ (*sic*) elles sont urgentes (108)").

Au fil des mois, tandis que les assises de la SFIO dessinaient l'avenir glorieux de l'"assise ouvrière" qui avait si cruellement fait défaut à la "Troisième Force" gouvernementale

entre Brown et l'Ambassade et la décision de la scission de la FSM- (I. WALL, *L'influence américaine...*, *op. cit.*, p. 154-155) est infirmée par les archives françaises et américaines (références de la n. 2 notamment).

¹⁰⁴. "Rapport sur l'Angleterre et la France", mai 1947, R. RADOSH, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 319. Sur le rôle des leaders socialistes, *Foreign Relations of the United States (FRUS)*, 1947, vol. III, Washington, 1974 (D 202 USA 1, BDIC), *passim*.

¹⁰⁵. Rapport cité, R. GODSON, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 95-96 et compte rendu de la réunion de l'*International Labor Relations Committee*, 11 novembre 1947, R. RADOSH, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 319-320.

¹⁰⁶. Commentaire de Godson et lettre de Brown à Lovestone, 18 juin 1947, R. GODSON, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 96.

¹⁰⁷. Rapport confidentiel, 17 décembre 1947, R. RADOSH, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 320.

¹⁰⁸. "Rapport sur l'Angleterre et la France", mai 1947, *ibid.*, p. 319.

et parlementaire ⁽¹⁰⁹⁾, Jefferson Caffery entonna avec une grande conviction apparente le thème favori de Brown depuis 1945 : le manque de dollars constituait l'unique obstacle à l'essor, contre la tutelle syndicale des bolcheviques sur la classe ouvrière, des éléments "sains", mais trop pauvres pour mener à bien l'indispensable croisade ; libérés de cette pesante hypothèque, ces derniers réaliseraient des progrès fulgurants.

Les plus éminentes personnalités du Département d'État avaient, notamment au cours de l'été 1947, vanté les vertus, "contre la propagande communiste", du "programme d'information" américain "hautement sélectif" qui, selon la charmante litote de Matthews, alors chef de la Division d'Europe occidentale, devrait "s'accomplir en cultivant intensément les journaux français par des moyens directs et indirects" ⁽¹¹⁰⁾. Les derniers moments de l'unité officielle de la Confédération générale du travail rendirent presque lyrique l'assurance affichée par les Américains -évidemment encouragés dans leurs certitude par les récipiendaires actuels et virtuels- que le financement massif des partisans de la scission créerait, à la droite d'une CGT confondue désormais avec le communisme, une robuste organisation. (Relevons-le à l'occasion pour mémoire, plus clairement encore peut-être que la documentation française, les dossiers publiés par les États-Unis témoignent de la parfaite tranquillité d'esprit des "décideurs", de part et d'autre de l'Atlantique, sur la portée d'un automne 1947 dans lequel l'historiographie française dominante continue volontiers à discerner les plans et périls d'une insurrection bolchevique ⁽¹¹¹⁾).

Octobre 1947 donna une impulsion décisive à l'assistance financière : à l'époque du voyage de Jouhaux à l'ONU -sur lequel la revue *Force Ouvrière* observa le silence ⁽¹¹²⁾-, le groupe de New York "accepta d'envoyer 5.000 dollars toutes les trois semaines, et de développer les envois de fonds jusqu'à janvier 1948" ⁽¹¹³⁾. Au fil des semaines précédant les grèves de novembre-décembre où il recensa les signes de plus en plus évidents du succès de l'objectif américain -"l'isolement et l'ostracisme des communistes français" ⁽¹¹⁴⁾-, l'Ambassadeur-compagnon du préposé aux scissions européennes de l'AFL répéta à son Département que les dollars aplaniraient les difficultés persistantes.

Début novembre, décrivant l'isolement grandissant du PCF à l'égard, non seulement du Parti socialiste, mais aussi "des éléments hésitants de la CGT", il parut accorder la plus grande confiance à ses sources socialistes de renseignements : "Maintenant, comme jamais

¹⁰⁹. A. LACROIX-RIZ, *CGT et...*, *op. cit.*, p. 1137-1139 (CN de la SFIO des 16 et 17 décembre 1947, citation des interventions de Daniel Mayer et de Leenhardt (un des champions déclarés de la scission lors du Congrès d'août 1947, ASPS).

¹¹⁰. Mémorandum pour Lovett (Sous-Secrétaire d'État) 851.50/7-1147, *top secret*, Washington, 11 juillet 1947, *FRUS* 1947 vol. III, p. 721. Voir aussi les rapports des 25 et 28 juin 1947 respectivement du même et de Marshall sur l'usage des "fonds secrets (...) à la discrétion absolue /de l'exécutif/ pour la sécurité" des États-Unis, cités par E. RICE-MAXIMIN, "The United States...", *art. cit.*, p. 736-737.

¹¹¹. Voir par exemple P. MÉLANDRI, *L'alliance atlantique*, Paris, Gallimard-Julliard, 1979, p. 31: "rumeurs de coup d'État" en France, "grève générale" en Italie, où "le test crucial paraît aussi pour bientôt (...) Le sort de l'Europe semble se jouer dans toutes ces journées" ; G. BOSSUAT, "Le poids de l'aide américaine sur la politique économique et financière de la France en 1948", *Relations internationales*, printemps 1984, p. 19 : "les grèves prennent un caractère insurrectionnel. Les Américains ne peuvent laisser la France tomber dans le camp soviétique et ils consentent alors un effort de première urgence" -les dons de "l'aide intérimaire" (laquelle ne parvint pas à la France dans l'immédiat et n'eut strictement rien à voir avec l'introuvable terreur des Soviétiques et de leurs alliés politiques : sur le cheminement chronologique français de l'"aide américaine", *Le choix...*, *op. cit.*, chap. 4 et 5). "La France ne tombera pas dans la misère, ni dans les bras des Soviétiques (...)". Sur la non-pertinence du thème du péril rouge, A. LACROIX-RIZ, "1947-1948. Du Kominform au coup de Prague, l'Occident eut-il peur du communisme et des Soviétiques?", *Historiens et Géographes*, n° 324, 1989. Bien qu'il qualifie les grèves d'"insurrectionnelles", I. WALL prête aux responsables américains très peu d'inquiétude quant au danger communiste après mai 1947, *L'influence américaine...*, *op. cit.*, chap. 3 ("L'année terrible"), *passim*.

¹¹². C'est seulement après la scission que les communistes firent allusion au voyage au cours duquel Jouhaux avait rencontré le Secrétaire d'État Marshall (voir notamment R. BOUVIER, "La scission syndicale (...)", *France Nouvelle*, 27 décembre 1947, p. 3 et *Rapports confédéraux* pour le 33^e Congrès de la CGT (11-15 octobre 1948), Paris, 1948, Archives confédérales, p. 46.

¹¹³. Correspondance du 19 octobre 1947, R. RADOSH, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 320.

¹¹⁴. Tél. Lovett à Caffery 851.00/10 2447, *Top Secret*, Washington, 25 octobre 1947, *FRUS* 1947 vol. III, p. 792.

auparavant, expliquent les informateurs, le moment est venu, *câbla-t-il le 3*, de frapper fort sur le front du travail et ils estiment que si le réseau existant de l'opposition syndicale dans et hors de la CGT était financé correctement l'isolement et la défaite finale des communistes dans le mouvement syndical pourraient être assurés probablement l'année prochaine". Lesdits informateurs lui avaient, en langage codé à souhait, dressé le portrait "d'une direction moscovite du parti" aux abois (elle "s'attend à ce que de nombreux adhérents qui manquent de courage s'éloignent comme en 1939"). A cet agonisant, la perte désormais possible du contrôle de la centrale syndicale porterait un coup fatal : "Maintenant sur la défensive le parti resserre les rangs et compte sur un solide noyau qui ne représente pas plus de 10.000 militants. Si ces patriotes soviétiques perdaient l'appareil de la CGT ils seraient privés de leur plus grande arme" ⁽¹¹⁵⁾.

Fin novembre, le projet franco-américain sembla promis à un éclatant succès. Caffery fut dûment encouragé et remercié, à mots couverts, par Léon Blum, lors d'une des visites de routine de celui-ci à l'Ambassade : le leader de la SFIO, muet sur l'AFL, exprima sa reconnaissance pour l'éminente contribution du CIO, et particulièrement de James Carey ⁽¹¹⁶⁾, au "renforcement de la détermination des éléments syndicalistes français non-communistes" ⁽¹¹⁷⁾. Blum s'affirma au surplus convaincu que le fruit était près de tomber : le moment n'était peut-être "pas encore mûr", avait-il déclaré en début de conversation ; mais il avait renoué avec l'enthousiasme en épilogue : il "a exprimé sa conviction que l'opposition aux communistes dans les syndicats augmente de jour en jour et a dit que "pour la première fois depuis 1945 la situation est telle qu'il y a maintenant de bons espoirs de liquider le contrôle communiste". C'est ainsi que "certains de ses amis qui jusque là ne croyaient pas à la scission pensent désormais que les communistes peuvent être mis en minorité et acceptent maintenant l'éventualité d'une scission dans un avenir proche" ⁽¹¹⁸⁾.

L'Ambassadeur des États-Unis vit alors dans la vigueur des "groupes d'opposition bien organisés" -le rapport des forces dans les mines, les chemins de fer, les PTT, chez les fonctionnaires et même dans la métallurgie et d'autres secteurs (évidente citation des textes de Brown)- l'entrave décisive à toute éventualité de "grève générale". Cet optimisme fut amplifié par l'appréciation positive de la tactique de l'État français : ce dernier s'était doté d'armes remarquablement efficaces, actives ("le scrutin secret et la protection assurée aux travailleurs qui voulaient travailler") et passives ("gagner du temps en laissant les grévistes se dégoûter comme c'est en général le cas en France, surtout actuellement où l'opinion publique se dresse contre les grèves").

Mais la virulence du discours anti-bolchevique, à propos duquel les Américains et leurs amis français, informateurs et "observateurs qualifiés", faisaient assaut de surenchère ⁽¹¹⁹⁾, n'empêcha point la perspicacité des premiers sur la véritable conjoncture. Jusqu'ici,

¹¹⁵. Tél. secret, Paris, 3 novembre 1947, *ibid.*, p. 797-798.

¹¹⁶. Une note des *FRUS* rappelle à propos de ce tél. (réf. n. suiv.) que Carey était le "Secrétaire-Trésorier" de son organisation, *ibid.*, p. 803. Sa gauche interne éliminée des postes de direction en 1947-48 (voir surtout F. EMSPAK, "The Break-Up of the Congress of Industrial Organizations (CIO), 1945-1950", *Ph. D. dissertation, University of Wisconsin*, 1972 et B Amérique... vol. 266), le CIO s'engagea sans réserve dans la mission anti-bolchevique. Allusion au voyage de Carey en France et en Grande-Bretagne dans la seconde semaine de novembre 1947, R. BOUVIER, "La scission syndicale (...)", *France Nouvelle*, 27 décembre 1947, p. 3.

¹¹⁷. Blum évoqua la visite de Carey, ses déclarations aux réunions de la CGT et de la FSM et les "résultats du récent Congrès du CIO". Tél. secret 851.00/11.2947, Paris, 29 novembre 1947, *FRUS* 1947 vol. III, p. 803-804. On ne saurait sous-estimer l'importance du ralliement officiel du CIO à la stratégie européenne de Washington (en l'espèce, au Plan Marshall et à son cortège syndical de scissions, nationales et internationale -la FSM-), domaine d'intervention jusqu'alors plus massivement dévolu à la très sûre AFL. Organisation de gauche, membre de la FSM boycottée par l'ultra-conservatrice AFL, le CIO faisait office d'interlocuteur plus aisé et plus présentable pour les syndicalistes européens, rompus à un vocabulaire et à des pratiques qui n'accordaient pas l'exclusivité à la collaboration des classes défendue et illustrée par l'AFL (et rebutés par le dithyrambe de l'Allemagne "démocratique", fer de lance contre les barbares de l'Est).

¹¹⁸. *FRUS* 1947 vol. III, p. 803-804.

¹¹⁹. D'après ces derniers, "la grève clandestine /était/ conduite par les agents du Komintern-NKVD (*sic*)". Tél. Caffery n° 5127, Paris, 29 novembre 1947, *ibid.*, p. 805-806. Sur le délire verbal dont Jules Moch, évidemment enflammé par ses fonctions nouvelles de la fin novembre 1947 (l'Intérieur), fut *en public*

admit l'Ambassadeur à Paris dans ce même courrier allègre -tout en imputant, selon le rite, les difficultés "surtout /au/ manque de fonds"-, certains secteurs étaient demeurés inébranlablement rebelles aux efforts des coalisés franco-américains. Il avait donc été -constat évidemment emprunté à Brown- "impossible d'organiser des groupes d'opposition dans certains grands syndicats comme le Bâtiment, les Dockers et la Marine marchande". Cette lacune faisait peser sur la répression gouvernementale, rendue ainsi plus "délicate", une sérieuse hypothèque. On pouvait en effet pratiquer une répression énergique là où se dégageait une forte opposition anticommuniste, mais pas là où celle-ci se révélait faible ou nulle, comme dans les deux dernières corporations citées : l'entreprise "pourrait se retourner comme un boomerang à la fois contre le Gouvernement et les forces anticommunistes des syndicats"⁽¹²⁰⁾.

Globalement, cependant, c'est un optimisme résolu qui accueillit la réalisation de la scission à laquelle les Américains avaient tant contribué. Des dirigeants politiques éminents de Washington, qui, en raison de leur appartenance socio-économique -aux milieux financiers- n'avaient probablement jamais fréquenté le mouvement ouvrier, eurent des accents de triomphe lorsque les Confédérés, le 19 décembre 1947, sautèrent enfin officiellement le pas en démissionnant du Bureau Confédéral. A travers toute l'Europe, les diplomates américains soulignèrent la portée déterminante du succès enregistré en France.

De Paris, Caffery, tout en versant une nouvelle larme sur le dénuement des amis de Jouhaux (ayant abandonné leurs postes, ils se trouvaient désormais "sans travail confortable, ni bureaux confortables, ni argent à dépenser"), s'enflamma avec une évidente sincérité sur la signification de l'événement : "Du point de vue de nos intérêts généraux en Europe comme du point de vue de notre intérêt au maintien de la démocratie en Europe occidentale, la *scission* de la CGT intervenue hier est l'événement le plus important qui se soit produit en France depuis la Libération"⁽¹²¹⁾. En assortissant son commentaire de propos obligés sur un mystérieux "or russe" destiné à la CGT⁽¹²²⁾, l'Ambassadeur des États-Unis à Moscou, le Général Bedell-Smith, fit écho à son collègue quelques semaines plus tard, affichant sa satisfaction sur l'ensemble du projet syndical ouest-européen : pour lui, résuma son homologue français Charpentier, "l'événement capital dans la politique française est la rupture de la CGT. Elle sera suivie de celle de la Fédération syndicale mondiale car Carey de l'AFL (*sic*) soutiendra les travaillistes anglais sur le Plan Marshall. "Ca va donc bien de ce côté"⁽¹²³⁾.

ÉPILOGUE

Les commentaires de l'heure de la rupture cégétiste corroborent la thèse selon laquelle l'entreprise fut pourvue, du côté américain, malgré ses apparences essentiellement idéologico-politiques, d'un contenu prioritairement *économique* : son unité durablement brisée, la classe ouvrière française -et ouest-européenne en général- n'opposerait pas une résistance efficace aux vastes ambitions économiques des États-Unis sur la portion de continent concernée. Objectif de modération qui fondait à la fois le consensus des forces nationales et américaines intéressées à la scission et l'extraordinaire ambiguïté ou les contradictions de cette convergence : l'adhésion commune à un projet de sagesse ou de résignation sociale ne

particulièrement frappé, entretenu par les contacts permanents entre services de renseignements *stricto sensu* des deux pays, voir *ibid.*, correspondance des 3 et 5 décembre 1947, p. 810-811 et 813-814, et correspondance de novembre-décembre 1947, Europe Généralités 1944-1949 vol. 32 (Kominform), MAE (ou A. LACROIX-RIZ, "Du bon usage...", *art. cit.*, p. 85-86 et "Du Kominform...", *art. cit.*).

¹²⁰. Tél. 5127 du 29 novembre 1947, *FRUS* 1947 vol. III, p. 805-806. L'influence de Brown (non précisée par les *FRUS*) sur ces propos -véritable reproduction de ses rapports- relève de l'évidence.

¹²¹. Tél. secret n° 5482, Paris, 20 décembre 1947, *ibid.*, p. 819. En italique dans le texte.

¹²². Vision rocambolesque (mais éclairante sur les activités américaines en France) des preuves du financement soviétique, dont Bedell-Smith se déclara convaincu : pendant la Conférence de Paris /en 1946, donc/, conta l'Ambassadeur américain à son homologue français Charpentier sur le départ, je me trouvais en compagnie de l'Attaché militaire américain sur le champ d'atterrissage d'avions russes, dont on déchargea ensuite les caisses. L'une de celles-ci tomba "et il en est tombé des lingots d'or". Réf. n. suiv.

¹²³. Lettre de Charpentier, secret, Moscou, 5 février 1948, Europe 1944-1949 URSS vol. 45, Relations avec les Anglo-Saxons, janvier-mai 1948, MAE. Signe de la non-familiarité des financiers-hommes d'État avec les détails du syndicalisme, la confusion entre CIO (centrale de Carey) et AFL.

signifiait pas, pour les syndicalistes scissionnistes, l'enthousiasme sans faille pour un programme en de nombreux points incompatible avec la récupération de la base de masse effritée entre les années trente et quarante ⁽¹²⁴⁾ (ni, pour les patrons français, le ralliement inconditionnel à une stratégie économique américaine lourde de menaces pour un capitalisme beaucoup plus faible ⁽¹²⁵⁾).

Les dollars, comme les fonds de l'État français ⁽¹²⁶⁾ aplanirent sans doute considérablement la tâche des partants. Ils ne rendirent cependant point aux dirigeants minoritaires l'hégémonie de naguère -ce que Jouhaux, longtemps hésitant devant la coupure définitive, avait parfaitement pressenti ⁽¹²⁷⁾- ni les effectifs syndicaux massifs du ou des pays-modèles. Les archives de la période ultérieure démontrent la très étroite dépendance à l'égard des Américains -à dater de décembre 1949, derrière le pur paravent de la Confédération internationale des Syndicats libres (CISL)- d'une organisation demeurée extrêmement fragile hors des secteurs où s'était maintenue la puissance des confédérés. Il fallut ainsi qu'Irving Brown lui-même vînt sur place (notamment à Marseille), pour bâtir, sous l'égide d'un "Comité méditerranéen", un "syndicat des Dockers de FO" essentiellement composé de truands des ports. Chargé de transporter les armes vendues par les Américains et destinées à l'Indochine, que l'incontournable CGT des dockers refusait de décharger, l'organisme efficace, mais purement artificiel, de 1949-1950, constitué de pièces étrangères à la corporation, s'effondra dès que les dollars firent défaut ⁽¹²⁸⁾.

La centrale elle-même fut considérée par "les délégués des pays anglo-saxons /comme/ un parent pauvre, à peine un syndicat, puisqu'il prélève des cotisations insuffisantes, qu'il n'est ni riche ni influent et que la CISL lui a fait une charité en lui attribuant, pour le droit de vote, un million d'adhérents, chiffre que FO est loin d'atteindre" -descriptif cruel et argumenté du Haut-Commissaire François-Poncet, observateur du Congrès de la CISL de Berlin-Ouest en juillet 1952 ⁽¹²⁹⁾. Les années cinquante allaient donc retentir des permanentes récriminations du Pygmalion américain de Force Ouvrière (sans oublier les représentants de l'État américain et du monde des affaires) contre la débilité de l'organisation née en partie de ses œuvres et, consécutivement, contre la force conservée par les communistes -que les excès verbaux des dernières semaines de 1947 avaient liquidés prématurément ⁽¹³⁰⁾.

¹²⁴. Les aléas de la période atlantique de réarmement, bien peu souriante pour les masses ouvrières -et qui ne transportait pas non plus les syndicalistes européens alliés de l'AFL et du CIO-, furent rapportés avec humour par les diplomates observateurs des Congrès de la CISL de 1950 à 1955, Europe 1949... vol. 70.

¹²⁵. Sur les contradictions européo-américaines (au-delà du consensus anti-bolchevique), voir particulièrement J. et G. KOLKO, *The Limits of Power. The World and United States Foreign Policy 1945-1954*, New York, Harper and Row, 1972.

¹²⁶. Notamment quarante millions de "reliquat (...) d'une partie des fonds affectés à la Charte du Travail" octroyés par le Ministre du Travail Daniel Mayer à la jeune organisation -objet de rude polémique, d'autant plus que la CGT eût dû en recevoir l'essentiel-, A. BERGOUNIOUX, *Force...*, *op. cit.*, p. 92. Les archives des Protectorats érigent FO en instrument de l'Administration coloniale : A. LACROIX-RIZ, *Les Protectorats...*, *op. cit.*, *passim*. Sur la thèse d'Erwin Wall à ce sujet, n. 35.

¹²⁷. Tous les ouvrages cités *supra* signalent les réticences de Jouhaux jusqu'au moment ultime -les digues semblent de ce côté avoir cédé lors du voyage aux États-Unis d'octobre 1947, dont la revue *Force Ouvrière* ne fit pas état (et qui semble avoir mis la dernière main au financement de l'opération). Les militants unitaires interviewés (*cf CGT et...*, *op. cit.*, t. 2/4, p. 1188), notamment Marcel Dufriche et Pierre Clémenti, ont souligné la lucidité d'un Jouhaux durablement réticent à prendre la tête d'une organisation au sein de laquelle il n'espérait plus, comme en 1921-1922, regrouper la majorité des syndiqués.

¹²⁸. Sur cette affaire qui confirme les propos virulents des unitaires, R. GODSON, *American Labor...*, *op. cit.*, respectivement p. 80-84, 119-122, 132, 134-135 et R. RADOSH, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 323-324, T. BRADEN, "I'm glad...", *art. cit.*, p. 10 (allusion aux fonds de la CIA nécessaires "pour payer des équipes de gros bras (*strongarm squads*) dans les ports méditerranéens, afin que les fournitures américaines puissent être déchargées malgré l'opposition des dockers communistes"), I. WALL, "American Influence...", *art. cit.*, p. 29, *L'influence américaine...*, *op. cit.*, p. 164-165, et correspondance de janvier 1951, Europe 1949... vol. 70.

¹²⁹. Lettre n° 1880, Bad Godesberg, 8 juillet 1952, dont les 14 pages sont impitoyables sur le statut de FO (créature à la fois de l'AFL et de la Résidence générale de Tunis), *idem*. Sur l'aspect colonial de l'épisode, A. LACROIX-RIZ, *Les Protectorats...* *op. cit.*, p. 149-150.

¹³⁰. R. RADOSH, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 320-325 et fonds "économiques" du Quai d'Orsay, correspondance de février, octobre 1949 et août 1951, B Amérique... vol. 164 (janvier-février 1949), 165 (mars-

L'impuissance à édifier via FO la forte organisation "saine" requise avant la scission allait même muer en propositions officielles ce que Brown avait cantonné naguère au royaume des pratiques ou des courriers internes à l'AFL. "Une des grandes faiblesses des syndicats non-communistes" étant attribuée comme de coutume au "manque de cadres", on puiserait ceux-ci parmi les exclus de la Libération, en les blanchissant pour les besoins de la cause : nombre des victimes d'une épuration injuste conduite par les communistes en 1944-1945, tombés dans le pro-vichysme par "patriotisme mal compris", étaient moins coupables, affirma Brown, que les auteurs de la "trahison communiste de 1939-1940" ; il fallait donc "réhabiliter les syndicalistes exclus à l'instigation des communistes" qui s'étaient hissés de 1944 à 1947 à des "postes-clés" -avec pour contrepartie le "châtiment des traîtres de la période du pacte nazi-soviétique" et la mise hors-la-loi de la CGT qu'on "déclarerait/ agence d'une puissance étrangère" ⁽¹³¹⁾.

Critiques, plaintes et excès de langage assurément dérisoires. Washington n'avait outrageusement flatté et soutenu les socialistes que pour rendre définitive la rupture politique de la gauche qui consacrait la restauration des classes dirigeantes françaises, non pour renforcer ces alliés acquis sur la base de l'antibolchevisme (cette stratégie, affaiblissant à terme la SFIO, seconda efficacement le retour en force des amis politiques traditionnels -du centre et de droite- des Américains ⁽¹³²⁾). Il en alla évidemment de même dans la sphère syndicale, où "le label de "vendus aux Américains" (*American hired hands*)" appliqué aux intéressés par les communistes trouva, au dire des Américains eux-mêmes, parmi les masses françaises, très au-delà des prolétaires (*by vast numbers who are not remotely Communists : by labor, industrialists, peasants and white-collar workers*) un écho qui ne grandit pas le prestige des "partisans déclarés du Plan Marshall" ⁽¹³³⁾.

Le plus important ne consistait pas à construire une centrale qui, pour des raisons évidentes, ne pouvait se jouer des limites socio-économiques et politiques fixées par la conjoncture strictement française : tous les dollars du monde ne pouvaient implanter une greffe artificielle dans les secteurs où les confédérés avaient depuis longtemps perdu leur bonne santé. "Certains Américains découvrirent, /dans les années cinquante, remarque Irwin Wall,/ les limites de l'argent en politique" ⁽¹³⁴⁾. Pertinente réserve, mais qui tend à sous-estimer le caractère décisif des enjeux et de la victoire remportée : nul n'était tenu -les Américains pas plus que les autres artisans de la scission syndicale- de soutenir une impossible gageure.

FO continua certes à être, à en juger par les archives tant françaises qu'américaines, portée à bout de bras par ses alliés américains, et on ne saurait prétendre que ces derniers se soient désintéressés de ce qu'ils avaient contribué à forger ⁽¹³⁵⁾. Mais la réussite essentielle avait précisément été située par les représentants de l'appareil d'État : casser "le mouvement syndical français, qui tient, *avait souligné Robert Lovett fin octobre 1947*, la clé de la

décembre 1949) et 166 (janvier 1950-novembre 1951), ERP (=Plan Marshall) ; de mars 1952, A 22-9-5 (Aide américaine à l'Europe, 1951-1954) ; de septembre 1951 et décembre 1952, CE 61 A-22-9-5 (Aide américaine à la productivité, Amendement Blair-Moody, août 1951-février 1954), MAE (vol. consultés avant classement définitif).

¹³¹. I. BROWN, "Plain Talk on France" ("Parlons franchement de la France"), *The American Federationist* (revue de l'AFL), décembre 1951, joint à un courrier de Bonnet du 28 décembre 1951, B Amérique... vol. 268 (juin 1950-février 1952). Voir aussi discours à l'*American Club* de Bruxelles, 13 décembre 1951, R. RADOSH, *American Labor...*, *op. cit.*, p. 324 et I. WALL, *L'influence américaine...*, *op. cit.*, p. 167. Sur la signification intérieure de la violente polémique anti-communiste de 1951-1952 ("des questions de rivalités internes au sein de l'American Federation of Labor", lettre personnelle de Bonnet à de Boisanger, Directeur d'Amérique, 25 janvier 1952), correspondance de janvier-février 1952, B Amérique... vol. 268.

¹³². Voir E. RICE-MAXIMIN, "The United States...", *art. cit.*

¹³³. Rapport du Sénat n° 1203, 81^e Congrès ("Knowledge of the Marshall Plan in Europe, France"), 19 octobre 1949, qui déplora l'"écho ridicule" (*a pitifully small audience*) de la défense et illustration par FO des "objectifs du Plan Marshall", traduit par moi -et, parfois plus diplomatiquement, par Bonnet-, lettre n° 5301, Washington, 28 octobre 1949, B Amérique... vol. 165.

¹³⁴. I. WALL, "American Influence...", *art. cit.*, p. 29 et *L'influence américaine...*, *op. cit.*, p. 164 et suiv.

¹³⁵. Sur les appels permanents à renforcer financièrement FO et les méthodes utilisées, notamment les fonds de contre-partie de l'*Economic Cooperation Administration*, référ. de la n. 130.

production française ou l'échec de l'ERP" ⁽¹³⁶⁾. La démoralisation durable infligée à une classe ouvrière ainsi rendue plus docile aux contraintes du programme de la "Porte Ouverte" permet de qualifier d'éclatante victoire la mission française (et européenne) de Brown, du *Free Trade Union Committee* de l'AFL et des décideurs américains.

¹³⁶. Lettre à Caffery 851.00/10 2447, Washington, 25 octobre 1947, *FRUS* 1947 vol. III, p. 792.

Résumé

A. LACROIX-RIZ.- **Autour d'Irving Brown : l'AFL, le Free Trade Union Committee, le Département d'État et la scission syndicale française (1944-1947)**

La stratégie commune, depuis l'entre-deux-guerres, de l'American Federation of Labor et du Gouvernement des États-Unis, mise en œuvre par un personnel syndical lié au Département d'État, entre dans une étape décisive avec la création du Free Trade Union Committee en 1944. Son chef Jay Lovestone confie à Irving Brown, pour l'Europe occidentale, la mission d'aider les minorités réformistes à rompre avec des centrales dominées par les communistes pour constituer des "syndicats libres" -base nationale de la scission de la Fédération Syndicale Mondiale. C'est dans ce cadre que le délégué de l'AFL contribue, à partir de l'automne 1945, à organiser en France la scission de la CGT avec l'aide des "confédérés" les plus décidés au combat contre les "unitaires". Cette œuvre, dotée de moyens considérables, est menée à bien à l'automne 1947, sans porter remède aux problèmes internes de Force Ouvrière, durablement affaiblie.

A. LACROIX-RIZ.- **Around Irving Brown : the AFL, the Free Trade Union Committee, the State Department and the French Trade Union Scission**

The strategy, common since the between-two-wars, of the *American Federation of Labor* and the US Government, worked out by a Trade Union staff linked with the State Department, gathers momentum with the constitution of the *Free Trade Union Committee* in 1944. Its chief, Lovestone, gives Irving Brown the job of helping the West European reformist minorities to break with Communist Trade Unions and build "free Trade Unions" -the national basis for the break-up of the World Federation of Trade Unions. In this context the AFL delegate has been contributing, since the fall of 1945, to organize the break-up of the CGT with the most anti-"Unitarian" "Confederates". This richly funded enterprise succeeds in the fall of 1947, but cannot cure the deep inner weakness of Force Ouvrière.

* *

*